ISSN 0024-7650
L 15290 - 2519 - F: 1,20 €
Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2519
11 novembre 2016
1,20 € • DOM: 1,80 €

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# Lutte ouvrière

Le journal d'Arlette Laguiller
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

# Trump l'emporte sur Clinton

# Un cirque électoral où le capital gagne à tous les coups

AP

## PCF
### L'impossible recherche d'une « vraie gauche »
Page 3

## Santé
### Travailleurs hospitaliers en colère
Page 12

## Turquie
### À l'heure des arrestations et des purges
Page 9

# États-Unis : un cirque électoral où le capital gagne à tout coup

**La victoire de Trump aux élections américaines a déjoué la plupart des pronostics. En France, bien des journalistes et des politiciens cachent mal leur dépit de voir un candidat ayant fait une campagne aussi démagogique parvenir à l'emporter.**

**Mais toute une partie de la population qui vote traditionnellement pour les Républicains s'est reconnue dans le discours antimexicain ou antimusulman de Trump et n'est certainement pas fâchée de voir tourner la page d'un président noir qu'elle n'avait pas accepté. L'électorat évangélique, très conservateur et traditionnellement républicain, se pinçait le nez pour voter Trump, un homme marié trois fois, et manifestement plus prédateur sexuel que grenouille de bénitier. Mais l'aversion pour les Démocrates l'a emporté.**

**Trump l'a aussi emporté dans des États industriels du Midwest, non seulement l'Ohio, un des « swing states », un État basculant tantôt du côté républicain, tantôt du côté démocrate, mais aussi dans le Michigan, traditionnellement acquis aux Démocrates. Dans ces États, les fermetures d'usines se sont multipliées et la condition ouvrière s'est dégradée. Même les salariés qui gardaient leur emploi ont souvent vu leur contrat de travail renégocié à la baisse, en termes de régime de retraite ou de salaire. La campagne démagogique de Trump pour le protectionnisme et contre les « délocalisations » a porté.**

**Trump a également repris des thèmes du mouvement contestataire « Occupy Wall Street », contre le « système », en dénonçant par exemple la hausse des cotisations qui a accompagné la réforme de l'assurance-maladie dont Obama est si fier. Dans ces États, les hommes blancs ont largement voté pour Trump ; par exemple, deux tiers des hommes blancs de l'Ohio ont voté pour Trump, contre seulement un tiers pour Clinton ; dans le Michigan, 64 % des hommes blancs auraient voté pour Trump, 28 % pour Clinton.**

**Certes, 88 % des Afro-Américains et 65 % des Hispaniques auraient voté pour Clinton. Mais ils ne représentent qu'une minorité de l'électorat, et ils ne se sont pas mobilisés plus massivement pour la championne de Wall Street. Toute une partie de la population, notamment sa fraction la plus pauvre, ne vote pas : soit elle n'est pas inscrite sur les listes électorales, soit elle n'en a pas le droit après une condamnation, ce qui est le cas pour six millions de personnes. Soit encore qu'elle ne voit pas d'enjeu dans l'élection présidentielle. Le 8 novembre, moins de 55 % des Américains en âge de voter l'ont fait. Trump a donc été élu avec quelque 60 millions de voix, sur environ 230 millions de personnes en âge de voter.**

**Hillary Clinton était la chouchoute des milieux d'affaires et des politiciens européens. Mais ce n'est pas le meilleur brevet aux yeux des électeurs des classes populaires ! Les Démocrates ont été au pouvoir au cours de seize des vingt-quatre dernières années, dont les huit dernières, et l'électorat a vu les inégalités se creuser et son niveau de vie se dégrader. Clinton était particulièrement associée à cette politique. Déjà en 2008, Obama, alors un inconnu, l'avait sèchement battue dans les primaires démocrates. Encore en 2016, un autre inconnu se présentant comme socialiste, Bernie Sanders, l'a emporté dans 22 des 50 États, en dénonçant Clinton comme la favorite de Wall Street.**

**Trump s'est fait élire en se présentant comme le candidat antisystème ; quelle escroquerie, pour un magnat de l'immobilier ! Il s'est présenté comme le garant d'un meilleur avenir pour le peuple américain ; quelle comédie ! Dans son discours de victoire, il a promis de doubler la croissance, de rétablir les emplois perdus, de construire des hôpitaux et de réparer les routes ; quel cinéma ! Comme tous les politiciens, Trump fera ce que la grande bourgeoisie exigera de lui. Et pas plus qu'aucun autre, tout milliardaire qu'il est, il ne dominera l'économie capitaliste.**

**Pendant sa campagne, Trump a multiplié des promesses démagogiques qu'il ne tiendra pas.**

**Il a promis de mettre fin à l'immigration clandestine. Si son succès reflète une progression de la xénophobie, il risque aussi de l'exacerber. Trump peut prendre des mesures symboliques, comme le renforcement du mur à la frontière mexicaine. Mais il y a sans doute onze millions d'étrangers sans-papiers aux États-Unis, et toute une partie des entreprises, y compris celles de l'empire Trump, fonctionnent avec des étrangers sous-payés et n'ont pas l'intention de s'en priver. Les expulsions, déjà très nombreuses sous Obama, vont peut-être se multiplier, et la vie des immigrés sera sans doute plus dure, mais l'immigration ne va pas cesser : la bourgeoisie en a trop besoin.**

**Trump a fait du protectionnisme son cheval de bataille, en promettant de ramener des emplois aux États-Unis. La bourgeoisie américaine souhaite bien sûr que son marché intérieur soit protégé et, dans une certaine mesure, l'État fédéral mène déjà la guerre commerciale. Mais les grandes multinationales tiennent également à pouvoir accéder à de nombreux marchés étrangers. La Chambre des représentants et le Sénat sont majoritairement républicains et acquis au libre-échange. Et Apple ne fera pas produire ses iPhone et ses iPad dans le Midwest, plutôt qu'en Chine !**

**Ceux des travailleurs américains qui ont voté pour Trump en espérant que leur condition s'améliore en seront donc pour leurs illusions.**

**En même temps, le camp des travailleurs n'était pas représenté dans cette élection présidentielle. Même si les dirigeants syndicaux appelaient à voter Clinton, sa défaite n'est pas celle du monde du travail. Celui-ci devra donc se faire entendre sur son propre terrain, celui de la lutte des classes. Par le passé, les travailleurs américains, les Noirs en particulier, ont lutté sous des présidents aussi antiouvriers que Trump, qu'ils soient Démocrates ou Républicains. Et ce n'est pas la victoire de ce patron de combat, aussi réactionnaire soit-il, qui pourra les empêcher de se battre.**

## Au sommaire


**LEUR SOCIÉTÉ**

Inégalité hommes-femmes 4
Fichiers TES : tous fichés et surveillés 4
Loi Sapin 2 4
Accueil des migrants : des mensonges malfaisants 5
Paris : migrants évacués, et après ? 5
Valfleury – Loire : habitants solidaires 5
Mort d'Adama Traoré 5
Banques : avant la prochaine crise 6
Livret A : taux revu à la baisse 6
Conseil de Paris : automobilistes et salariés du commerce dans le viseur 6
Normandie : complices contre le personnel hospitalier 6
Bouygues et sous-traitants 7
Amiens : les manifestants condamnés à payer 7
Optimisation fiscale : BASF dans le collimateur 7
Personnes handicapées : ce que valent les promesses électorales 7
Côtes-d'Armor : le profit pue 7

**ENTREPRISES**

Renault : de compétitivité en hypercompétitivité 13
Toray – région Lyonnaise : premier avertissement 13
Bâtiment – Paris : grève victorieuse d'ouvriers sans papiers 14
Laval : mouvement des agents territoriaux 14
CNAF – Paris 14ème : une réorganisation qui ne passe pas 14
Militant en procès : les patrons du bâtiment à l'attaque 14
Air france : nouvelle direction, nouvelles attaques 15
8 novembre : le personnel soignant manifeste 12
Hôpital d'Argentan : une mobilisation réussie 12
La Réunion : rien à attendre de la visite ministérielle 12

*La campagne de Lutte ouvrière*

Sur le blog de Nathalie Arthaud 16
Réunions publiques avec Nathalie Arthaud 16

**DANS LE MONDE**

Trump ou Clinton : le grand capital est sûr de gagner 8
Le système électoral américain 8
Les résultats des candidats d'extrême gauche 8
Turquie : Erdogan, nostalgique de l'époque des sultans 9
Algérie : les travailleurs du secteur public mobilisés 9
Irak et Syrie : l'impérialisme français prend sa part du chaos 10
Côte d'Ivoire : Valls aime surtout les trusts français 10
Assassinat de Sankara : on attend toujours la vérité 10
Industrie pharmaceutique : les "médicamenteurs" 10
COP 22 : entre hypocrisie et gros sous 16

**IL Y A 60 ANS**

Hongrie octobre-novembre 1956 : la révolution des conseils ouvriers 11


## *Lutte ouvrière* dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

# PCF : la vaine recherche d'une « vraie gauche »

**Le PCF cherche encore qui parlera pour lui à l'élection présidentielle de 2017. La conférence nationale réunie samedi 5 novembre devait le décider, du moins c'est ce qui avait été annoncé en septembre. Elle a surtout exposé les désaccords qui traversent le PCF.**

Son secrétaire national, Pierre Laurent, s'était prononcé la veille pour un soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon, mais seulement 42 % des délégués ont voté en ce sens. 52,2 % ont choisi la seconde option proposée au vote : présenter un candidat issu du PCF. Ce vote n'est pas décisif : les adhérents du parti se prononceront fin novembre, ce qui, là encore, ne garantira rien puisque, sur les bulletins de vote, sera mentionné que *« si la situation l'exige »* un éventuel candidat du PCF pourrait se retirer au profit d'une *« candidature commune d'alternative à l'austérité »*. *L'Humanité* est d'ailleurs sans ambiguïté : *« La conférence nationale du PCF a voté (...) en faveur de la désignation d'un candidat issu de ses rangs, qui pourrait se retirer en cas d'accord pour un rassemblement plus large. »*

L'option Mélenchon semble certes plutôt mal en point dans les rangs de la direction du PCF, mais les délégués à la conférence nationale se donnent surtout du temps, au moins jusqu'au résultat de la primaire du Parti socialiste.

En effet le véritable enjeu pour la direction du PCF n'est pas tant l'élection présidentielle que les législatives qui suivront. S'ils veulent conserver leurs élus à cette occasion, les dirigeants du PCF savent que les ponts ne devront pas être rompus avec le Parti socialiste et, dans cette perspective, un ralliement à Montebourg n'est pas à écarter, dans le cas où celui-ci s'imposerait dans la primaire socialiste. Le PCF ferait alors enfiler à l'ancien ministre de Hollande le costume de candidat d'alternative à l'austérité.

Derrière ces hésitations, ces divergences au sein de la direction du PCF, il n'y a pas grand-chose d'autre que des calculs politiciens et des objectifs électoralistes.

Ce n'est en tout cas pas sur le programme à défendre auprès des travailleurs et dans les quartiers populaires que la conférence nationale s'est divisée. Au contraire, Pierre Laurent s'est félicité que, même sans candidat, le PCF avait son programme, présenté sans soulever aucune opposition. On y retrouve les formules habituelles pour *« travailler au rassemblement des forces de gauche »*, pour un *« nouvel âge pour le progrès social »*. *« Quatre mots constituent le fil rouge : progrès, démocratie, égalité, paix »*, a déclaré Pierre Laurent.

Ainsi, si le PCF n'a toujours pas de candidat à l'élection présidentielle, il a déjà son programme électoral et, en fait, électoraliste. Car s'il met en avant des mesures comme l'augmentation du Smic, c'est toujours en expliquant qu'il faudrait faire confiance à un « bon » gouvernement de gauche pour les appliquer.

Pour bon nombre de militants du PCF qui agissent dans les entreprises et dans les quartiers, le vote de la conférence nationale du 5 novembre a peut-être été une satisfaction. Mais, quel que soit le candidat que choisira le PCF, même s'il est issu de ses rangs, leur direction n'imagine toujours pas d'autre perspective que celle d'un gouvernement « vraiment de gauche ». L'expérience a pourtant largement montré qu'un gouvernement, même portant cette étiquette, renie aussitôt ses promesses. Aller dans ce sens, c'est s'obstiner dans ce qui est une impasse pour les travailleurs... et pour les militants du PCF attachés à leurs intérêts.

**Boris Savin**

# Bal des prétendants à droite : toujours aussi primaire

**Jeudi 3 novembre avait lieu le deuxième débat entre les sept prétendants à la primaire de la droite pour l'élection présidentielle. Les conseillers de Sarkozy s'étaient promis de prendre leur revanche et de mettre en difficulté son principal rival, Juppé, qui à en croire les sondages fait la course en tête.**

LA VOIX DU NORD

Les sept perroquets de la droite lors du deuxième débat.

S'adressant au noyau dur de la droite, de plus en plus sensible aux outrances du FN, Sarkozy s'en est pris à Bayrou, dont il n'a toujours pas digéré l'appel à voter Hollande, espérant ainsi gêner aux entournures Juppé, qui bénéficie de son soutien. Passant par-dessus le fait que Les Républicains dirigés par le même Sarkozy avaient fait liste commune avec le Modem aux régionales de décembre 2015, l'ancien président a accusé Bayrou d'être une girouette, un quasi gauchiste infiltré au sein de la primaire, à qui Juppé aurait promis une centaine de circonscriptions aux futures législatives.

Mais le plan d'attaque de Sarkozy a été perturbé pendant le débat par les seconds couteaux de la primaire. Les ex-ministres du président ne se sont pas gênés pour étriller leur bienfaiteur passé, lui-même affichant en réponse son mépris coutumier. Juppé a pu alors se contenter de jouer au rassembleur de tous les électeurs, de droite ou d'ailleurs, opposés à Hollande et au Front national, se permettant même au passage d'accorder des bons points au quinquennat de Sarkozy.

Au-delà de ces postures tactiques, le débat a surtout été l'occasion pour tous les prétendants de multiplier les propos réactionnaires. Chacun y est allé de son couplet contre les travailleurs migrants. Pour lutter contre le terrorisme, chacun a joué sa partition, multipliant les déclarations aussi creuses que martiales. Et de se prononcer ensuite en faveur d'un droit pour la police de tirer encore plus facilement, comme solution aux problèmes de la délinquance. Après le florilège de promesses au patronat lors du premier débat, le deuxième s'est ainsi concentré sur le thème de l'ordre et de la sécurité.

À moins de deux semaines du premier tour de la primaire de la droite, les prétendants, qui ont presque tous déjà gouverné ensemble, s'échangent des amabilités. Après quoi le vainqueur sera appelé à distribuer les postes à ses anciens rivaux, pour appliquer ensemble le programme dicté par le patronat.

**Gilles Boti**

## AGENDA

# Fêtes régionales de Lutte ouvrière

### DIJON

**Dimanche 13 novembre**

**à partir de 12 heures**

*Espace Jean-Bouhey*

*37, route de Dijon à Longvic*

**Allocution de Nathalie Arthaud à 15 h 30**

### COMPIÈGNE

**Samedi 19 novembre**

**à partir de 18 heures**

*Salle des fêtes*

*de Margny-lès-Compiègne*

**Allocution de Nathalie Arthaud à 19 heures**

### BORDEAUX

**Dimanche 20 novembre**

**à partir de 11 heures**

**et jusqu'à 18 heures**

*Château du Diable*

*88, cours Victor-Hugo*

*à Cenon*

# Cercle Léon Trotsky

## États-Unis : après la victoire de Trump, quelles perspectives pour les travailleurs américains ?

**Vendredi 18 novembre à 20 h 30**

**Palais de la Mutualité**

**24, rue Saint-Victor, Paris 5e**

**Métro : Maubert-Mutualité, ligne 10**

**Participation aux frais : 3 euros**

# Inégalité hommes-femmes : 38 jours de paie en moins

***« Le 7 novembre, début de la saison des bonnes poires »*, a-t-on pu lire sur une banderole féministe lors d'un rassemblement dénonçant l'inégalité salariale entre les hommes et les femmes.**

Ce jour-là en effet, et très précisément à 16 h 34, les statistiques montrent que les femmes commencent à travailler bénévolement puisque, à travail égal, leur salaire est inférieur en moyenne de 15,1 % à celui des hommes, et qu'au rythme où les choses évoluent il faudrait 170 ans pour combler la différence. Prenant modèle sur l'Islande où, mettant en avant ce mode de calcul pour frapper les esprits, des manifestations et appels à cesser le travail avaient eu lieu en octobre pour réclamer l'égalité salariale, plusieurs mouvements féministes français ont repris les mêmes mots d'ordre et les mêmes moyens d'action. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes et quelques arrêts de travail de cinq à dix minutes ont été observés dans certaines entreprises.

Évidemment, des politiciens de tout bord sont subitement devenus des hérauts de l'égalité salariale. De Mélenchon aux ministres du PS Valls, Vallaud-Belkacem, El Khomri, en passant par Juppé, Copé et Pécresse des Républicains, ils y sont allés de leur couplet vertueux et indigné. Pourtant, à un moment ou un autre, tous sont passés au gouvernement. Et quel bilan peuvent-ils en tirer en la matière ? Ils ont fait voter des lois, pourraient-ils répondre. Certes, depuis 1972, ni les lois ni les ajouts au Code du travail n'ont manqué : loi Roudy en 1983, Génisson en 2001, toujours des lois et des textes relatifs à l'égalité salariale en 2006, 2010, 2012 et 2014.

Mais quels moyens ces beaux parleurs se sont-ils donnés pour qu'elles soient appliquées ? Dans un communiqué commun, la ministre des Droits des femmes Laurence Rossignol et celle du Travail Myriam El Khomri se félicitent de *« l'engagement du gouvernement »* depuis 2012, donnant pour preuve que 107 entreprises ont été sanctionnées depuis 2013 pour n'avoir pas respecté l'égalité salariale. Une moyenne de 36 entreprises par an, le tableau de chasse est bien maigre par comparaison avec la réalité de l'injustice subie par les femmes !

Les seules avancées que les femmes ont obtenues face aux discriminations dont elles sont victimes l'ont été par leurs luttes. Elles savent qu'elles ne peuvent pas compter sur ces pantins pour voir leur travail reconnu à sa juste valeur et leurs salaires revalorisés.

**Marianne Lamiral**

# Fichier TES : tous fichés et surveillés !

**Le décret portant sur la création d'un fichier appelé TES (acronyme de titres électroniques sécurisés), réunissant dans une base de données unique les informations des cartes d'identité et des passeports, a été publié au *Journal officiel* dimanche 30 octobre, pendant le week-end de la Toussaint.**

Le ministère de l'Intérieur a-t-il voulu le faire passer en douce, comme l'a affirmé la secrétaire d'État chargée du Numérique et de l'Innovation, Axelle Lemaire, fâchée de ne pas avoir été informée ? À l'évidence, c'est raté.

La création de ce fichier comportant les informations personnelles et les données biométriques de plus de 60 millions de citoyens a suscité l'inquiétude de nombreuses associations, dont la Ligue de défense des droits de l'homme. Relayant leurs critiques, le Conseil national du numérique, organisme consultatif spécialiste de ces questions, a appelé le gouvernement, dans un communiqué lundi 7 novembre, à suspendre cette mesure, car *« l'existence de ce fichier laisse la porte ouverte à des dérives aussi probables qu'inacceptables »*.

Obligé de réagir, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a finalement proposé d'organiser un débat parlementaire sur cette question. Face aux critiques venant de la droite, il a eu beau jeu de rappeler que cette mesure était prévue dans une loi adoptée en 2012 par l'Assemblée nationale, à majorité de droite. Il aurait pu aussi rappeler qu'à l'époque, au nom de la défense des libertés individuelles, les députés socialistes, en particulier Jean-Jacques Urvoas, l'actuel garde des Sceaux, s'étaient opposés à la mise en place d'un tel fichier.

Cazeneuve prétend aujourd'hui que son décret ne viserait qu'à moderniser le système de fichage, pour faciliter la lutte contre la fraude et simplifier les démarches de ceux qui voudront renouveler leurs papiers, tout en faisant des économies de personnel chiffrées à 2 000 postes à temps plein. Que la population puisse tirer bénéfice de la diminution du nombre d'employés dans les préfectures et du renforcement du climat de suspicion, rien n'est moins sûr. Ceux qui verront l'accès à toutes ces informations simplifiés, ce sont à coup sûr la police et les officines de renseignement.

La méfiance suscitée par une mesure facilitant la surveillance de la population est tout à fait fondée. Parmi ceux qui critiquent le fichier TES, certains mettent en avant l'usage que de futurs gouvernements plus autoritaires pourraient en faire. Mais, sans même se projeter dans un avenir lointain, l'État actuel, dit démocratique, est capable d'avoir recours à des méthodes d'espionnage de masse, bien au-delà du cadre que la loi lui reconnaît. En 2015, en présentant une énième loi renforçant l'arsenal sécuritaire, le gouvernement avait justifié l'adoption de certaines mesures par la nécessité de légaliser des pratiques illégales des agents de renseignement.

Les réglementations et les organismes de contrôle, comme la CNIL, ne sont qu'un mince voile jeté sur la réalité. Avec ou sans fichier TES, les organes de l'État se livrent à leurs tâches de surveillance et de répression comme ils le jugent nécessaire, et sans aucun réel contrôle.

**Marc Rémy**

# Loi Sapin 2 : transparence ne rime pas avec capitalisme

**Le projet de loi relatif à la transparence et à la lutte contre la corruption, surnommé Sapin 2, a été adopté. Il est censé permettre une meilleure protection des lanceurs d'alerte, et des moyens accrus pour lutter contre la corruption.**

Toute la philosophie du projet est contenue dans la présentation qu'en a faite le Conseil des ministres en mars dernier : *« Les entreprises ont tout intérêt à exercer leurs activités dans un environnement économique sain et transparent. »* Quelle fable !

La loi prévoit la création d'une agence anticorruption de quelques dizaines de personnes. Ce serait bien peu pour détecter réellement les fraudes, mais qui parle de cela ? Son travail sera simplement d'écrire des rapports, de vérifier que les entreprises ont bien mis en place une charte de bonne conduite, et de faire des recommandations. Les géants du bâtiment et les marchands de canons vont trembler !

Dans le même état d'esprit, l'activité des lobbyistes, ces agents des grandes entreprises chargés d'influencer les élus ou les hauts fonctionnaires, serait plus strictement encadrée. Qui peut croire qu'un règlement suffira à amoindrir leur force de conviction, basée sur les contreparties qu'ils peuvent faire miroiter ?

Quant à la protection des lanceurs d'alerte, elle restera minimale, même si des associations peuvent y voir un progrès par rapport au vide presque absolu qui prévalait jusque-là. Les quelques garanties juridiques dont vont bénéficier, sur le papier du moins, celles et ceux qui auront le courage de dénoncer les pratiques dangereuses d'un trust pharmaceutique, d'un constructeur automobile ou de l'État lui-même se verront toujours contestées par les armées d'avocats que ceux-ci peuvent mobiliser, s'appuyant sur toutes les lois qui protègent le secret industriel, le secret commercial, le secret défense et tous les autres secrets du monde des affaires.

Les entreprises capitalistes veulent bénéficier de l'opacité la plus totale pour faire leurs profits, et le gouvernement entend bien les laisser faire malgré cette loi, faite pour la galerie.

**Daniel Mescla**

# Accueil des migrants : des mensonges malfaisants

**Des rumeurs mensongères circulent au sujet des migrants, affirmant qu'ils recevraient des aides importantes, auxquelles le reste de la population n'aurait pas droit. Elles sont entretenues par des politiciens de droite et d'extrême droite, et par une récente campagne de tracts du FN.**

À en croire ces rumeurs, les migrants viendraient en France pour toucher les allocations, que certains prétendent supérieures au smic (la somme de 40 euros par jour a circulé), on leur distribuerait des cartes bleues, des logements gratuits…

En réalité, tant qu'ils n'ont pas réussi à faire les démarches pour déposer une demande d'asile, les migrants n'ont droit à rien. Lorsque leur demande est déposée, ils ont droit à une aide de 6,80 euros par jour (à peine 200 euros par mois), due au fait qu'ils n'ont pas le droit de travailler pendant les neuf premiers mois suivant leur demande. Ils n'ont droit ni à l'allocation logement ni aux allocations familiales. Normalement, des centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) sont prévus pour les héberger mais, comme il n'y en a pas suffisamment, beaucoup doivent se débrouiller. Dans ce cas, ils perçoivent 4,20 euros supplémentaires par jour, ce qui est évidemment loin de suffire pour payer un hébergement. Beaucoup se retrouvent à la rue.

Ils peuvent recevoir des cartes de retrait bancaire, mais elles ne donnent alors accès qu'aux 6,80 euros par jour, et pas à un compte bien fourni !

Si leur statut de réfugié est accepté, ce qui n'est le cas que pour 30 % des demandes, ils obtiennent le droit aux allocations logement et familiales, au RSA, et à la CMU aux mêmes conditions que tout habitant du pays.

Pour ce qui est du logement, le gouvernement vient de procéder à ce qu'il appelle des mises à l'abri, ce qui donnera peut-être à certains migrants un peu de répit, après des semaines dans la boue de Calais ou de Paris. Mais prétendre que c'est au détriment des mal-logés « français » est un mensonge. Car la France aurait largement les moyens d'héberger dignement tous ceux qui en ont besoin, en réquisitionnant les nombreux logements vides appartenant à de grandes sociétés immobilières, des sociétés d'assurance ou des banques, et en construisant les logements nécessaires à des prix abordables.

Ceux qui entretiennent ces préjugés antimigrants voudraient que les pauvres se fassent la guerre entre eux, diviser les travailleurs entre eux afin de laisser les possédants en paix. Les travailleurs conscients doivent au contraire accueillir les migrants comme leurs frères de classe, de futurs camarades de travail et de lutte.

**Hélène Comte**

RENAUD JOUBERT

Manifestation en faveur des migrants à Cognac.

# Paris : migrants évacués, et après ?

3 852 personnes ont été évacuées, vendredi 4 novembre, du campement de migrants du quartier Stalingrad, à Paris, et ont été envoyées dans des centres d'accueil provisoires en région parisienne.

Après examen de leur situation, ceux qui fuient la guerre ou la dictature et peuvent faire une demande d'asile seront envoyés dans des CAO (centres d'accueil et d'orientation) en province, comme les migrants évacués de Calais avant eux. Les autres, qui fuient la misère engendrée par le pillage des pays impérialistes comme la France, risquent l'expulsion.

L'évacuation avait été préparée lundi 31 octobre par la police, qui avait réveillé et emmené brutalement les migrants installés dans le quartier, et avait jeté leurs affaires, afin d'expulser ceux non admis à l'asile. Une manifestation a eu lieu mercredi 2 novembre pour protester contre la violence de la police, certains migrants tenant des pancartes avec les inscriptions : *« Human, not beast »* (Je suis un homme, pas une bête), *« We want a home »* (Nous voulons une maison), ou *« No police, no police »*.

L'évacuation de vendredi était la trentième à Paris. À chaque fois, les camps se sont reformés, car certains migrants reviennent après n'avoir été hébergés que quelques jours, tandis que des nouveaux arrivent. Le gouvernement prétend aujourd'hui mettre à l'abri les migrants de Calais et de Stalingrad et se vante d'opérations qu'il qualifie d'humanitaires. Mais, pendant des années, il n'a proposé d'autre solution que la rue à des milliers d'arrivants. Les évacuations, souvent violentes, ont été la principale intervention de l'État. L'aide la plus élémentaire n'a été apportée que par la solidarité des habitants des quartiers concernés et de militants associatifs, qui ont assuré une aide alimentaire, des dons de vêtements, des cours de français et une aide dans les démarches administratives.

Tout comme celui de Calais, le démantèlement du camp de Stalingrad ne résout pas la situation des migrants, ni de ceux qui souhaitent gagner l'Angleterre, ni de ceux qui voudraient s'installer en France. Les déclarations du gouvernement Hollande sur l'indignité de ces camps, créée par sa politique, signifient seulement qu'à chaque fois que des camps se reformeront les autorités chercheront à les détruire.

**H. C.**

# Valfleury : habitants solidaires

Il y a quelques semaines, le petit village de Valfleury (Loire), 700 habitants, près de Saint-Étienne, apprenait l'ouverture d'un centre pour accueillir une cinquantaine de migrants venus de Calais. Lors d'une réunion publique avec le préfet, des dizaines d'habitants étaient venus protester contre cette ouverture, et la crainte se mêlait aux fantasmes. Le Front national a même organisé une manifestation pouvant donner l'image d'un village unanimement hostile aux migrants.

Mais, depuis une semaine que le centre est ouvert, des dizaines d'habitants de Valfleury se sont portés volontaires pour aider les migrants : les aider à faire leurs courses, leur faire visiter la région, leur donner bénévolement des cours de français… D'autres sont venus d'eux-mêmes apporter des vêtements ou de la nourriture. Un match de foot opposant des jeunes migrants à des jeunes du village s'est même spontanément organisé.

Autant de gestes qui montrent que, loin de l'image parfois véhiculée par les médias et malgré les tentatives de division orchestrées par les politiciens de tout bord, beaucoup dans la population savent garder une attitude humaine et digne.

**Correspondant LO**

# Bavure policière : « justice pour Adama ! »

Samedi 5 novembre, à Paris, une manifestation s'est déroulée de Châtelet à République, pour réclamer « justice pour Adama ». Les manifestants étaient évalués à un millier.

Rappelons les faits : le 19 juillet, Adama Traoré était interpellé par des gendarmes à Beaumont-sur-Oise, en grande banlieue parisienne. En fait ce n'est pas lui qui était visé, mais son frère. Adama n'avait rien à se reprocher mais, dépourvu de papiers, ce serait la raison pour laquelle il se serait enfui. Il aurait ensuite été rattrapé par les gendarmes, chez lui. Et à partir de ce moment on ne sait pas trop ce qui s'est vraiment passé.

Selon les gendarmes, Adama aurait été roulé dans un drap, immobilisé et plaqué au sol, ventre contre terre et poignets menottés. Pour ce faire, trois gendarmes se seraient assis sur lui. Adama se serait alors plaint d'avoir du mal à respirer.

Les gendarmes prétendent l'avoir ensuite placé en PLS, position latérale de sécurité, c'est-à-dire sur le flanc de façon à pouvoir respirer. Version contredite par un pompier chef d'équipe de Persan, venu sur les lieux pour tenter de le ranimer. Selon lui, Adama n'était pas en PLS, mais bien sur le ventre. Toujours est-il qu'il est mort à ce moment-là, très probablement étouffé. Une première autopsie puis une seconde ont toutes les deux conclu à la mort par asphyxie, sans se prononcer sur les causes.

Le procureur de la République de Pontoise a tenté de prendre la défense des gendarmes en invoquant chez Adama une infection très grave que ne mentionnent pas les autopsies, sans invoquer l'asphyxie. Cela a provoqué un tollé et ledit procureur a été muté. Les gendarmes, très vraisemblablement responsables d'une bavure, ne sont toujours pas mis en cause. Pour la famille d'Adama Traoré, pour tous ceux qui s'en sentent solidaires, le combat pour la vérité et la justice continue.

**André Victor**

# Livret A : taux revu à la baisse

Le gouvernement a présenté mercredi 9 novembre une nouvelle formule de calcul pour les intérêts du livret A. Rien de bon n'en sortira pour les épargnants.

Actuellement, le taux est de 0,75 %, avec une rémunération garantie au moins supérieure de 0,25 % par rapport à l'inflation. Cette garantie devrait être supprimée… pour *« fixer le taux du livret A au plus près du niveau de l'inflation »*. Celle-ci étant quasiment nulle, d'après les statistiques officielles, ce sera donc l'occasion de ramener le taux du livret A au plus près de zéro !

Bien sûr, année électorale oblige, le gouvernement dit qu'en février 2017 le taux de 0,75 % sera maintenu et que le nouveau calcul n'entrera en vigueur qu'en juillet 2017, réduisant encore le taux de rémunération. Mais les petits épargnants savent déjà ce qui les attend.

**Cédric Duval**

# Conseil de Paris : automobilistes et salariés du commerce dans le viseur

Anne Hidalgo, la maire de Paris, a mis à l'ordre du jour du conseil municipal, début novembre, l'ouverture des commerces douze dimanches par an et la privatisation du stationnement.

Pour le stationnement, la privatisation a été adoptée dès le 8 novembre : à partir de 2018, les 140 000 places de stationnement des rues de Paris seront contrôlées et les amendes délivrées par des sociétés privées, comme le sont déjà les mises en fourrière. La maire de Paris compte sur ces entreprises pour mieux pressurer les automobilistes, accusés d'être des mauvais payeurs, afin de faire rentrer de l'argent dans les caisses de la ville mais aussi dans les leurs.

Quant à l'ouverture dominicale, la loi Macron prévoit que les municipalités puissent autoriser les commerces à ouvrir jusqu'à douze dimanches par an, permettant aux patrons de faire pression sur leurs salariés, prétendument volontaires. Bien que cette mesure ait été imposée par le gouvernement qu'elle soutient, Hidalgo avait dit à de nombreuses reprises qu'elle s'opposait à ce que les grands magasins l'appliquent dans la capitale. Mais elle a complètement changé de position et a décidé de proposer elle-même cette ouverture douze fois dans l'année, soit le nombre maximal prévu par la loi.

Anne Hidalgo, qui n'oublie pas que la mairie de Paris a déjà servi de rampe de lancement à un président de la République, Chirac, se tient en réserve de la gauche. Alliée au PCF et aux écologistes, elle critique à l'occasion certaines mesures antipopulaires du gouvernement. Mais, quand il s'agit de gérer la capitale, elle sait aussi servir la soupe au patronat.

**Lucien Détroit**

PCOF

Manifestation des travailleurs du commerce à Paris en 2015.

# Normandie : complices contre le personnel hospitalier

La majorité de droite du conseil régional de Normandie, présidé par Hervé Morin (UDI), veut fermer une des dix-sept écoles d'infirmiers (IFSI) que compte la région, et huit écoles d'aides-soignants (IFAS) sur une trentaine.

En ce qui concerne la formation des infirmières, le conseil régional dit répondre à une injonction de l'Agence régionale de santé (ARS) demandant de réduire de 122 le nombre de places offertes au concours d'entrée des différentes écoles. L'ARS prend prétexte du fait que 850 infirmiers et infirmières seraient inscrits à Pôle emploi en Normandie et qu'il faudrait cesser de former de futurs chômeurs.

Pour ce qui est des aides-soignants, ce prétexte ne tient pas puisque la demande est forte et que la capacité totale des formations est maintenue. Cette mesure vise à faire des économies, mais va compliquer la vie des élèves qui devront faire des kilomètres pour suivre leur scolarité dans une autre ville.

De son côté, la gauche dénonce cette politique de fermeture de centres de formation pratiquée par la droite, mais se garde bien de dire que, si des infirmières sont à Pôle emploi, c'est avant tout parce que le gouvernement impose des restrictions budgétaires aux hôpitaux qui, en conséquence, sont loin d'embaucher le personnel qui serait indispensable.

**Correspondant LO**

# Banques : avant la prochaine crise

Selon le cabinet d'études financières KPMG, les créances douteuses inscrites dans les comptes des banques basées en Europe atteignent 1 200 milliards d'euros, l'équivalent de plus de la moitié de la valeur du produit intérieur brut de la France.

Ces crédits douteux, dont une bonne partie ne sera jamais remboursée aux banques, sont passés en deux ans de 1 000 à 1 200 milliards d'euros, après avoir doublé depuis 2009. L'étude en question conclut qu'il faudra non pas des années mais des décennies pour qu'ils disparaissent. À condition, pourrait-on ajouter, qu'une nouvelle crise financière veuille bien attendre tout ce temps avant d'éclater. En 2008, aux États-Unis, les crédits douteux sur l'achat de logements avaient été transformés en titres financiers, les subprimes, point de départ d'une crise financière mondiale.

La prochaine crise financière pourra démarrer de multiples autres manières, mais ce qui est sûr, c'est que les remèdes apportés en urgence par les États en 2008 ont encore facilité la multiplication de ces crédits douteux. Les banques centrales, notamment la Banque centrale européenne, ont injecté des milliards de dollars et d'euros dans l'économie pour éviter son blocage complet.

Les capitalistes n'ont pas retrouvé confiance dans leur propre économie. Le recours à la planche à billets des gouvernements occidentaux leur permet de faire de l'argent facile, mais ne restaure pas cette confiance, car tous savent que cela ne peut que déboucher sur de nouveaux krachs. Alors, mieux vaut pour eux spéculer pour profiter de l'aubaine pendant qu'il en est temps.

**Jean Sanday**

# Fil rouge

## Restos du cœur pour étudiants

Le 26 novembre prochain, les Restos du cœur ouvriront à La Rochelle un accueil étudiants, après Perpignan et Dunkerque. Nombre d'étudiants font déjà la queue à l'épicerie sociale de la Croix-Rouge, ouverte depuis trois ans dans le quartier de l'université.

Parmi eux, on trouve des étudiants étrangers installés depuis moins de deux ans, ce qui les empêche d'obtenir une bourse, et bien d'autres étudiants pauvres : ils sont 10 % en France sous le seuil de pauvreté. Certains font pourtant de petits boulots en plus de leurs études. La plupart ont des parents eux-mêmes travailleurs pauvres.

Ils font l'expérience précoce d'une société qui n'offre comme perspective, à la majorité des jeunes comme à leurs parents, que le chômage, la précarité et des bas salaires.

## Une tour en plomb

La société d'exploitation de la tour Eiffel vient d'être condamnée en justice. En 2012, elle avait fait refaire une partie des peintures en utilisant des produits très dangereux, car trop chargés en plomb (30 fois plus que la norme). Pendant les travaux, les peintres et le public s'intoxiquaient…

Un rapport a dénoncé la situation au début des travaux, mais la direction l'a caché. Une inspection de la caisse d'assurance-maladie a plus tard révélé les faits.

Les patrons des lieux dits de prestige sont aussi filous que les autres.

## Sarkozy - Kadhafi : la réalité dépasse la fiction

Sarkozy a beau s'enorgueillir de n'avoir jamais été mis en examen, le nombre d'affaires troubles dans lesquelles il est impliqué est impressionnant. À celles liées au financement de sa campagne électorale présidentielle de 2012, s'ajoute le financement occulte, par le gouvernement libyen de Kadhafi, de sa campagne présidentielle de 2007.

On retrouve tous les éléments d'un roman d'espionnage : utilisation de circuits parallèles, connivences avec des malfrats, utilisation des ventes d'armes pour en soustraire des rétrocommissions, écoutes téléphoniques édifiantes…

On attend avec impatience la suite du feuilleton, avec le financement de la campagne des primaires de 2016…

# Bouygues et sous-traitants : travail au noir et justice clémente

**Un procès en appel vient de s'ouvrir contre Bouygues et quatre entreprises. Il est reproché au géant du BTP et aux sociétés associées d'avoir, entre 2008 et 2012, fait travailler au noir sans les déclarer, au moins 460 et peut-être plus de 500 salariés étrangers, Polonais et Roumains, sur le chantier de la centrale nucléaire EPR de Flamanville.**

Ces entreprises ont déjà été jugées une première fois, mais ont fait appel. Selon le procureur de la République, lors du premier jugement, le manque à gagner pour l'Urssaf, qui ne recevait aucune cotisation sociale, serait de 10 à 12 millions d'euros. Une somme non négligeable. Mais l'Urssaf ne s'est pas portée partie civile et ne réclame donc rien, ce qui n'est pas étonnant, car elle a coutume de laisser filer ce genre de fraude patronale très fréquente.

Le premier jugement avait condamné Bouygues à 25 000 euros d'amende et le sous-traitant Atlanco, dont on ignore où se trouve son siège, à Chypre à moins que ce soit en Irlande, à 70 000 euros. Elco avait été condamné à 40 000 euros, Welbond à 15 000 et une filiale de Bouygues à 5 000 euros. Quand on totalise tout cela, on atteint 155 000 euros, dont 70 000 pour une société introuvable. C'est bien peu en regard des 10 à 12 millions économisés.

Malgré ce jugement plutôt favorable, les Bouygues et consorts ont fait appel. On ignore quel sera le verdict final, mais force est de constater que la justice s'est montrée d'emblée particulièrement compréhensive envers les fraudeurs patronaux.

Quant à EDF, le maître d'œuvre, elle n'a même pas été poursuivie. Elle n'aurait rien vu et rien su de ce qui se pratiquait pendant quatre ans sur son chantier. C'est cela l'immense avantage des sociétés sous-traitantes en cascade : on peut tolérer les pires fraudes en prétendant n'être au courant de rien, échapper ainsi à la justice et donc continuer.

**André Victor**

EDF

Le chantier de l'EPR à Flamanville.

# Personnes handicapées : ce que valent les promesses électorales

À quelques jours de la semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées, l'Association des paralysés de France (APF) livre quelques chiffres éloquents.

Si, en décembre 2011, 295 000 personnes handicapées étaient à la recherche d'un emploi, quatre ans plus tard, en décembre 2015, elles étaient 486 000. Cela reflète une modification de la façon de recenser les handicapés, mais aussi une détérioration de la situation encore pire que pour l'ensemble de la population. Dans la population handicapée, le taux de chômage atteint aujourd'hui 21 %, soit près du double des valides. Et les personnes handicapées restent aussi plus longtemps au chômage : 788 jours en moyenne, contre 577 pour les valides. Tel est le bilan du président Hollande dressé par l'APF.

Pourtant, le candidat Hollande n'assurait-il pas dans son programme, c'était sa promesse n° 32 : *« Je garantirai l'existence d'un volet handicap dans chaque loi. Et je renforcerai les sanctions en cas de non-respect des 6 % de travailleurs handicapés dans les entreprises, les services publics et les collectivités locales. »*

Comme toute promesse à l'intention des électeurs, une promesse de bonimenteur !

**S.G.**

# Côtes-d'Armor : le profit pue

Depuis août 2016, les mairies des communes du secteur de Plouvara sont assaillies de plaintes de riverains, qui dénoncent l'odeur pestilentielle qui se dégage de l'usine d'équarrissage située sur la commune. La Saria, un groupe de plus de 6 000 salariés, lui-même filiale de Rethman, un trust employant plus de 60 000 personnes dans le monde, en est le propriétaire.

En 2014, sous prétexte d'avoir perdu des marchés, le groupe avait supprimé plus de 120 emplois en France et fermé, entre autres, le site de Guer en Ille-et-Vilaine. Aujourd'hui, l'usine sature, car elle aurait traité 183 000 tonnes de déchets organiques ou de graisses d'assainissement en 2015, contre 160 000 en 2014.

Non contente de supprimer des emplois, la Saria pollue l'atmosphère des riverains !

**Correspondant LO**

# Amiens : les manifestants condamnés à payer

**Peine avec sursis, prison ferme et dizaines de milliers d'euros d'amendes : les jugements se sont multipliés suite aux journées de mobilisation contre la loi travail à Amiens.**

Le tribunal d'Amiens avait déjà condamné plusieurs jeunes manifestants (étudiants, lycéen, jeune salarié) ces derniers mois. Des peines de travaux d'intérêt général avaient été prononcées, ainsi que de la prison avec sursis, et même un mois ferme pour l'un d'entre eux, pour avoir notamment envahi le rez-de-chaussée de la mairie et jeté un micro sur les forces de l'ordre qui chargeaient.

Le 27 septembre, le même tribunal a condamné quatre manifestants à des peines allant de deux à six mois de prison avec sursis, un autre à un mois ferme, et tous, collectivement, à 87 000 euros de dommages. Cette somme est réclamée, sans facture, par la métropole d'Amiens, un hôtel voisin et la SNCF, à cause de pneus enflammés sur la chaussée qui ont brûlé le macadam en surface et répandu une épaisse fumée.

Environ 250 personnes étaient présentes lors de cette action pour bloquer un carrefour, mais seules cinq d'entre elles ont pu être identifiées par les caméras de surveillance, en train de jeter les pneus dans les flammes. Le droit français rendant les cinq prévenus solidaires, et quatre d'entre eux étant étudiants ou sans ressources, c'est un cheminot, délégué de Sud-rail, qui va sans doute voir sa maison mise aux enchères pour payer.

Si l'on ajoute le cas des ouvriers de Goodyear-Amiens, pour lesquels le procureur réclame toujours des peines de prison, on mesure l'acharnement des autorités à tenter de briser les militants et à effrayer les manifestants. Mais, à chaque fois, de nombreux manifestants sont venus soutenir les uns et les autres devant le palais de justice, de quelques dizaines à plusieurs milliers le 19 octobre, jour du procès des travailleurs de Goodyear.

**Correspondant LO**

# Optimisation fiscale : le trust BASF dans le collimateur

**Google, Amazon, Apple, McDonald's, Coca Cola : autant de sociétés multinationales épinglées par le Parlement européen pour n'avoir pas ou trop peu payé d'impôts correspondant à leur activité réelle en Europe. Cela par la vertu de ce que les capitalistes appellent optimisation fiscale.**

Des armées de spécialistes bien payés délivrent à ces groupes des conseils afin qu'ils installent leurs filiales dans les pays fiscalement les plus intéressants et pour qu'ils utilisent toutes les combines inscrites dans les législations des affaires et de la finance au mieux de leurs intérêts.

Alors qu'on ne parlait jusqu'ici que d'entreprises américaines, c'est au tour d'une entreprise européenne, BASF, le géant allemand et numéro 1 mondial de l'industrie chimique, d'être épinglée par Bruxelles. BASF aurait donc optimisé ses comptes au point d'économiser, entre 2010 et 2014, un milliard d'euros. C'est un milliard de plus dans la poche des actionnaires et autant de moins pour les finances publiques allemandes.

C'est une enquête menée par la députée Eva Joly et le groupe des Verts européens qui a réussi à démêler l'imbroglio de filiales ayant permis à BASF de réaliser ce détournement. Mais, comme l'a déclaré un responsable de la multinationale, *« BASF paie ses impôts en respectant les lois locales et adhère aux standards internationaux développés par l'OCDE pour l'allocation des profits entre filiales d'un même groupe. Les taxes sont un facteur de coût important et, dans l'intérêt de ses actionnaires, BASF s'efforce de le réduire, tout en continuant à strictement respecter les législations en vigueur. »*

Tout est dit. Remplir au mieux les poches des actionnaires, sans aucune autre préoccupation, c'est la loi du capitalisme et des États qui le respectent.

**Sophie Gargan**

# Trump ou Clinton : le grand capital est sûr de gagner

*L'éditorial des bulletins d'entreprise de Lutte ouvrière a été écrit le 7 novembre, donc avant le résultat des élections américaines.*

Qui, de Trump ou de Clinton, l'emportera ? Dans ce qu'on nous présente comme une grande démocratie, le vainqueur n'est pas forcément celui qui a le plus de voix. En 2000, avec le système des grands électeurs, George W. Bush était ainsi devenu président tout en ayant obtenu moins de voix que son concurrent. En revanche, une chose est sûre : le grand capital raflera la mise.

Clinton est la candidate préférée des journalistes et des dirigeants politiques français. Elle l'est surtout de la bourgeoisie américaine aux yeux de laquelle elle présente toutes les garanties. Depuis quarante ans, avec son ex-président de mari, elle n'a jamais été prise en défaut de loyauté vis-à-vis des riches. Comme sénatrice puis comme ministre, elle a soutenu le renflouement des banques avec l'argent du contribuable. Elle a approuvé les guerres impérialistes en Irak et en Afghanistan. Elle s'est appuyée sur la dictature des rois du pétrole d'Arabie saoudite, sur celle des généraux égyptiens, ou encore sur l'État d'Israël contre les Palestiniens.

Quant à Trump, il a bâti sa campagne sur le rejet du « système ». On ne saurait pourtant imaginer un candidat issu plus directement de la classe capitaliste. Héritier, magnat de l'immobilier, multimilliardaire, il a bâti sa fortune en exploitant ses salariés et en licenciant tous ceux qui lui résistaient.

Qu'un tel affairiste parvienne malgré tout à obtenir le soutien d'une partie des classes populaires, parmi les Blancs en tout cas, montre le discrédit des démocrates. Quand Obama avait été élu, on nous expliquait qu'il représentait le renouveau et l'espoir. Huit ans après, les 1 % les plus riches ont capté 85 % des richesses supplémentaires du pays. Bien des travailleurs doivent aujourd'hui cumuler deux voire trois emplois précaires et mal payés pour pouvoir joindre les deux bouts. Plusieurs dizaines de millions d'Américains se sont appauvris, ont vu leur maison saisie et vivent dans des logements insalubres ou des parcs de caravanes.

Autrement dit, les travailleurs américains connaissent ce que nous vivons ici : les licenciements, la précarité, l'exploitation, une bourgeoisie vorace qui fait payer la crise aux classes populaires. Là-bas comme ici, les inégalités se sont creusées, au profit d'une petite minorité qui a imposé des sacrifices aux travailleurs au nom de la compétitivité.

Là-bas comme ici, les équipes au pouvoir se sont discréditées. Cela a profité à des politiciens démagogues qui font du protectionnisme et de la xénophobie leur fonds de commerce, Trump là-bas, Le Pen ici.

Dans les deux pays, les hommes politiques sont des comédiens qui occupent le devant de la scène pendant que les capitalistes décident. Trump est même une vedette de la télé-réalité ! Mais en France aussi, nous avons notre lot d'acteurs, de Le Pen, bourgeoise de Saint-Cloud qui prétend défendre les petites gens, à Hollande qui dénonçait la finance comme son ennemie, en passant par les sept perroquets de la droite qui surenchérissent dans les promesses antiouvrières !

Trump, qui a axé sa campagne sur le retour des emplois de Chine ou d'Amérique latine, fait lui-même produire dans des pays à bas coût. Pendant sa campagne, il n'a cessé de chercher à diviser les travailleurs, multipliant les propos insultants contre les Mexicains ou les musulmans, sans parler de ses propos misogynes. Il s'en est pris régulièrement à des Noirs, s'appuyant sur le racisme latent que les États-Unis ont hérité de l'esclavage et de la ségrégation. Ses succès d'audience sont préoccupants pour l'avenir car, là-bas comme ici, quand les travailleurs sont divisés, les capitalistes tirent les marrons du feu.

Bien plus que le résultat de cette élection, ce qui comptera pour l'avenir est la réaction des travailleurs américains. Bien que soumise à une exploitation souvent féroce, la classe ouvrière a tout un passé de luttes, aux États-Unis. Encore récemment, des travailleurs ont mené des combats contre le chantage à la compétitivité et pour un meilleur salaire minimum, comme chez McDonald's. Et les Noirs se battent contre les violences policières qui les visent particulièrement.

Alors, tout ce qu'on peut souhaiter à l'issue de ces élections, où le vainqueur défendra les intérêts de la classe capitaliste, c'est que les travailleurs renouent avec les combats qu'ils ont menés par le passé contre leur bourgeoisie. Si le camp des travailleurs ne peut pas se faire entendre ce 8 novembre, il peut le faire dans l'arène de la lutte des classes, là où les choses se décident vraiment.

AP

## Le système électoral

Le système électoral américain est tel qu'il permet de limiter le choix du président aux candidats désignés par les partis démocrate et républicain, d'énormes machines politiques dévouées à la bourgeoisie.

À chaque étape, les sommes mobilisées pour faire campagne contribuent à une sélection drastique… par l'argent. Mi-octobre, Trump avait dépensé 795 millions de dollars, et Clinton 1,3 milliard de dollars, soit, à titre de comparaison, environ 50 fois le plafond de campagne de Sarkozy et Hollande en 2012… en tout cas le plafond autorisé…

Le suffrage n'est pas direct : les électeurs ne votent pas pour un candidat mais pour le collège électoral. Celui-ci est constitué de grands électeurs, issus de chacun des 50 États, en fonction de leur population. Le candidat qui obtient la majorité des voix dans un État, fût-ce de justesse, y rafle tous les grands électeurs. Le « vote utile » est donc la règle, au détriment des candidats dissidents, pour lesquels être présent dans les 50 États relève déjà du parcours d'obstacles. Autant dire que le scrutin ne peut donner qu'un reflet déformé de l'opinion populaire.

De nombreux États étant réputés acquis d'avance à l'un ou l'autre des deux partis, la campagne se concentre sur quelques *swing states* qui peuvent basculer. Et le candidat qui obtient le plus de voix à l'échelle du pays, comme c'est peut-être le cas d'Hillary Clinton, n'est pas forcément le vainqueur.

Avec un tel système, la bourgeoisie américaine peut dormir tranquille : elle est assurée que quel que soit le vainqueur, il sera à son service.

**M.B.**

## Les résultats des candidats d'extrême gauche

Quoique très minoritaires, les courants d'extrême gauche, se réclamant de la classe ouvrière, n'étaient pas absents des élections.

Dans le Michigan, État industriel du Midwest dont la plus grande ville est Detroit, la capitale de l'automobile, des candidats se présentaient sous l'étiquette du Working Class Party (Parti de la classe ouvrière). Ils avaient dû d'abord faire une campagne de pétition pour être enregistrés comme parti ; ils avaient recueilli quelque 50 000 signatures.

Gary Walkowicz, ouvrier chez Ford, et Sam Johnson, ouvrier retraité de Chrysler, étaient candidats à la Chambre des représentants, équivalent de notre Chambre des députés.

Dans sa circonscription, Gary Walkowicz a obtenu 9 177 voix (2,8 %) et Sam Johnson 8 778 voix (3,43 %) dans la sienne.

Mary Anne Hering, enseignante, se présentait au Board of Education, le conseil de l'enseignement de l'État du Michigan : sur la base de dépouillements dans 82 des 83 comtés, elle a recueilli 213 932 voix, soit 2,66 %.

Ces résultats sont modestes mais encourageants, d'autant plus qu'il n'y a pas de profession de foi envoyée aux électeurs. Seule la campagne militante permet de faire connaître sa candidature. Ces résultats devraient permettre au Working class party de rester enregistré et donc de se présenter aux prochaines élections sans devoir faire une nouvelle campagne de pétition.

De son côté, David Harding se présentait sur les mêmes bases politiques aux élections municipales de Baltimore (Maryland), dans un des districts de la ville : il a obtenu 1 249 voix (8 %) contre l'autre candidate, une Démocrate qui obtient 92 % des voix.

Par ailleurs, Alyson Kennedy et Osborne Hart, du Socialist Workers Party (Parti socialiste des travailleurs) étaient candidats à la présidence et la vice-présidence dans sept États. Monica Moorehead et Lamont Lilly, du groupe Workers World (Monde ouvrier), étaient en lice pour la présidence et la vice-présidence dans trois États. Nous ne disposons pas à l'heure actuelle de leurs résultats.

**M.B.**

# Turquie : Erdogan, nostalgique de l'époque des sultans

**Vendredi 4 novembre, en Turquie, le gouvernement Erdogan a franchi un nouveau pas dans la répression en faisant arrêter les deux coprésidents du parti prokurde HDP, Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag. Au total, onze députés de ce parti ont été arrêtés, sur un total de 59 élus au Parlement. Après ces arrestations, le HDP a décidé de ne plus participer aux séances de l'Assemblée.**

Quelques semaines auparavant, c'était la maire de la grande ville kurde de Diyarbakir et son adjoint qui étaient arrêtés, eux aussi membres du HDP et accusés de complicité avec la guérilla du PKK. Mais, le 31 octobre, c'est le journal *Cumhuriyet* qui était visé. Le rédacteur en chef de ce grand quotidien de centre-gauche ainsi que douze de ses collaborateurs, dont neuf journalistes, ont été arrêtés, accusés de double collaboration avec l'imam Fethullah Gülen et la guérilla kurde du PKK.

L'éventail des purges lancées après le coup d'État manqué du 15 juillet s'élargit donc sans cesse. Depuis cette date le pays est sous le coup d'un état d'urgence qui permet au gouvernement d'agir à coups de décrets. Résultat : actuellement plus de 37 000 personnes sont en garde à vue, ou bien déjà inculpées, et plus de 110 000 autres ont été mises à pied, dont un quart d'enseignants.

Plus de 13 000 policiers ont aussi été mis à pied, dont 2 523 gradés, accusés de sympathie pour la secte Gülen rendue responsable de la tentative de coup d'État du 15 juillet. Les purges sont quotidiennes, et dans la seule journée du 2 novembre, par exemple, 137 mandats d'arrêt ont été émis contre des universitaires et, le 3 novembre, 1 218 gendarmes suspects de proximité avec le mouvement Gülen ont été limogés. Mais les purges touchent maintenant tous les opposants, ceux de gauche, les militants syndicaux ou des droits de l'homme et de la cause kurde, comme le montre l'arrestation des dirigeants du HDP. Dans les discours d'Erdogan et du parti AKP au pouvoir, les partisans de Gülen et les militants kurdes sont invariablement flétris sous le terme général de « terroristes ».

*« La Turquie a peur, peur de la guerre, d'une éventuelle guerre civile, d'être arrêté sans avoir rien fait »*, a écrit le quotidien *Hürriyet*. Le durcissement du pouvoir est évidemment en rapport avec ses projets sur le plan extérieur. Erdogan fait campagne sur la question des frontières de la Turquie moderne, telles que définies par les accords de Lausanne de 1923. Il accuse les dirigeants d'alors, y compris Mustafa Kemal, d'avoir cédé trop facilement les territoires de Mossoul et Kirkouk en Irak, des régions de Syrie ou des îles de la mer Égée aujourd'hui rattachées à la Grèce.

DR

Un meeting de Selahattin Demirtas, le dirigeant du HDP aujourd'hui en prison.

Erdogan veut-il seulement mettre la population en condition, ou bien faire sérieusement la guerre à ses voisins ? En tout cas les troupes turques sont déjà positionnées en Irak et en Syrie et Erdogan ne cache pas sa volonté d'être partie prenante dans les discussions sur le futur de Mossoul et de Raqqa, lorsque les djihadistes de l'État islamique en auront été chassés. Pour lui, il n'est pas non plus question de tolérer l'installation d'un Kurdistan autonome au nord de la Syrie, qui pourrait inspirer les Kurdes de Turquie. Il prend donc ses précautions en réduisant au silence ceux qui, à l'intérieur du pays, pourraient critiquer sa politique guerrière.

*« On m'accuse d'être un dictateur, mais je n'écoute même pas. Cela rentre par une oreille et cela sort par l'autre. Nous avons les listes de ceux qui sont contre nous et nous allons faire le nécessaire »*, a déclaré Erdogan il y a quelques jours. Il a visiblement la nostalgie de l'Empire ottoman, de ses territoires et même de ses méthodes policières de gouvernement. Mais il n'est pas sûr qu'il ait les moyens d'en faire la base de sa politique.

**Julien Silva**

# Algérie : les travailleurs du secteur public mobilisés

**En Algérie, les 17 et 18 octobre, puis les 24 et 25 octobre, les travailleurs du secteur public, les employés communaux, le personnel de l'éducation et de la santé, ont répondu massivement à l'appel à la grève de treize syndicats autonomes, pour protester contre la réforme des retraites ainsi que la baisse du pouvoir d'achat.**

Jusqu'à présent, les travailleurs ayant cumulé 32 années de cotisation pouvaient accéder à la retraite sans condition d'âge. Ce droit est désormais conditionné par l'obligation d'atteindre l'âge légal, 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.

## Suppression de la retraite anticipée

L'allongement de la durée de vie et le déficit des caisses de retraite sont invoqués pour supprimer cette retraite anticipée. Les forts taux de grévistes (souvent plus de 50 %) indiquent que la mesure ne passe pas, malgré le soutien apporté au gouvernement par Sidi Saïd, le secrétaire du principal syndicat, l'UGTA. Alors que le chômage affecte fortement la jeunesse, les travailleurs ne veulent pas travailler plus longtemps.

Cette mobilisation intervient à un moment où, répondant aux exigences du patronat algérien et du FMI et prétextant la chute des cours du pétrole, le gouvernement veut réformer le Code du travail et imposer une politique d'austérité aux travailleurs.

L'Algérie est parmi les dix pays les plus dépendants des hydrocarbures, puisque ses exportations sont constituées à 98 % de gaz, de pétrole et de leurs dérivés. Mais, pour l'instant, on est loin de la situation des années 1980, quand le baril de pétrole avait chuté de 80 à 20 dollars, et que l'État au bord de la faillite s'était surendetté auprès du FMI.

Dans une certaine mesure, le régime a anticipé la chute actuelle par la constitution d'une réserve de change dont le montant était estimé en 2014 à 190 milliards de dollars. De plus, la plupart des contrats signés avec ses principaux clients, l'Espagne et l'Italie, sont des contrats à long terme, ce qui rend l'Algérie moins sensible aux variations des cours. Avec ces marges de manœuvre, le pays est donc loin d'une situation catastrophique.

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a récemment tenu à rassurer les riches algériens ou étrangers qui veulent faire des affaires en Algérie : selon lui, le pays n'est pas au bord de la faillite, les réserves de change se chiffreraient à plus de 120 milliards de dollars.

## Austérité pour les travailleurs

Sous le règne de Bouteflika, les cadeaux n'ont cessé de pleuvoir sur le patronat algérien et sur les sociétés étrangères implantées en Algérie. Mais c'est au petit peuple que le régime veut faire payer la baisse de recettes consécutive à la chute du prix du pétrole. Déjà la dévaluation du dinar entraîne une forte inflation. La viande est un luxe que de nombreuses familles ne pouvaient déjà pas s'offrir, mais les fruits et légumes sont devenus hors de prix. Alors, l'annonce d'une augmentation de la TVA de 17 à 19 % ne passe pas. Le ministre des Finances vient de reconnaître que le taux de recouvrement de la TVA n'est que de 13 %, la taxe payée par les consommateurs reste dans les poches des commerçants et des entreprises. Les patrons pratiquent la fraude et l'évasion fiscale, mais ils en veulent encore plus.

Ils voudraient que le gouvernement arrête de construire des logements sociaux, revienne sur la gratuité en matière de santé et d'éducation et cesse de subventionner les produits de grande consommation comme l'huile, le lait, la farine et le sucre. Le patronat veut une remise en cause du Code travail et la destruction des quelques lois qui protègent les travailleurs du secteur public, les fonctionnaires mais aussi ceux des grandes entreprises publiques. Il voudrait limiter les libertés syndicales et le droit de grève.

Le gouvernement essaie de profiter du climat d'inquiétude suscité par la faiblesse des cours du pétrole pour mener ces attaques. Les grèves d'octobre l'ont obligé à un recul partiel et de nouveaux rassemblements et grèves sont prévus par les syndicats à partir du 21 novembre. Ce sera pour les travailleurs une nouvelle occasion, non seulement de défendre leurs retraites, mais aussi de refuser l'austérité qu'on veut leur imposer.

**Leïla Wahda**


## Lisez la revue *Lutte de classe*

**revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste**

**Au sommaire du n° 179 (novembre 2016)**

- Trump et Clinton, deux styles au service de la bourgeoisie
- Le PCF à la recherche de l'introuvable candidat unique de la gauche
- Le « patriotisme économique », une démagogie qui sert la bourgeoisie
- Autriche : une extrême droite qui a des racines profondes dans le passé du pays
- Turquie : des confréries religieuses en lutte pour le butin
- Italie : syndicats confédéraux, « syndicats de base » et limites du syndicalisme
- L'économie des plateformes, nouvel avatar de l'exploitation capitaliste

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro

# Irak et Syrie : l'impérialisme français prend sa part du chaos

**Le 1er novembre, la commission défense de l'Assemblée nationale a rendu public un compte-rendu sur le bilan de l'intervention française en Irak. C'est le décompte des munitions utilisées qui a été l'objet principal du rapport. Plus de bombes ont été larguées en Irak et en Syrie qu'en Libye, lors de l'opération militaire de 2011 qui avait duré huit mois.**

Les bombardements sur l'Irak ont été décidés par le gouvernement français en septembre 2014, dans le cadre de la coalition contre l'organisation État islamique (EI). À partir de septembre 2015, l'action de l'armée française a été étendue au territoire sous contrôle de l'EI en Syrie. Tandis que les États-Unis ont dépassé en mars 2016, le total de 20 000 bombes utilisées, l'armée française annonce avoir dépassé le cap des 2 050 en octobre dernier. Pour le général André Lanata, *« il s'agit d'un rythme et d'une intensité de frappes inédits »*. Les missions aériennes françaises ont été à 80 % des frappes d'appui aux troupes locales engagées au sol contre l'EI, dans la région de Mossoul en Irak. Mais l'armée française intervient aussi au sol ; ainsi, des canons Caesar, déployés près de Mossoul avec un encadrement de 150 soldats français, ont tiré plus d'un millier de munitions en un mois et demi.

Bien sûr, les industriels de l'armement se frottent les mains, car les stocks d'engins de mort doivent être renouvelés, voire augmentés. Ainsi, les missiles de croisière Scalp, dont soixante-dix ont été tirés, coûtent 600 000 euros l'unité ; il en coûte 50 000 euros pour une bombe classique GBU américaine qui équipe l'armée française ; 200 000 euros pour un missile sur Rafale. Et le gouvernement français garantit à l'état-major français qu'il ne manquera de rien. On peut fermer des hôpitaux, ne pas embaucher dans l'éducation, fermer des lignes de transports ferroviaires, mais certainement pas priver l'armée française de ses engins.

Personne ne peut estimer le nombre de victimes faites par les bombardements français ou par des armes délivrées par la France. Les populations irakienne et syrienne payent le prix du sang au nom d'une « lutte contre le terrorisme » qui s'annonce sans fin car les destructions et les souffrances endurées ne peuvent que l'entretenir et même le développer.

**Boris Savin**

# Burkina Faso : assassinat de Sankara, on attend toujours la vérité

**Ni l'État français ni les autorités du Burkina Faso ne sont pressés de faire la lumière sur les conditions de l'assassinat de Thomas Sankara en 1987.**

Thomas Sankara était président du Burkina Faso depuis 1983 quand il fut assassiné, à l'instigation et avec la probable participation d'un de ses proches, Blaise Compaoré, qui resta au pouvoir jusqu'en octobre 2014. Sankara n'était pas un révolutionnaire ; il s'appuyait surtout sur l'armée. Mais il avait donné une tonalité anti-impérialiste à ses interventions publiques, notamment lors d'une rencontre avec François Mitterrand en 1986.

Sankara se présentait comme intègre, partisan de l'égalité, et pour le symbole, il faisait circuler ses ministres en Renault 5. Il est resté une figure populaire au Burkina Faso et aussi bien au-delà parmi les populations africaines.

Après la chute de Compaoré suite à une mobilisation populaire, le nouveau gouvernement a fait le geste d'ouvrir une enquête sur la mort de Sankara et une expertise ADN avait été ordonnée, mais les avocats de la famille Sankara ont dénoncé le 12 octobre la lenteur ou l'obstruction des autorités françaises à livrer des informations.

En effet, il est évident que, quelle que soit l'implication de l'impérialisme français dans l'exécution de Sankara, le gouvernement de l'époque ne pouvait ignorer ce qui se tramait. Les avocats continuent de l'exiger mais cette fois en menant une procédure judiciaire en France, ce qui peut durer encore bien des années, tant cela met en cause encore une fois l'impérialisme français et ses sales méthodes dans les anciennes colonies d'Afrique.

**B.S.**

# Côte d'Ivoire : Valls aime surtout les trusts français

***« Moi j'aime l'Afrique, j'aime la Côte d'Ivoire, j'aime les Ivoiriens »*. Manuel Valls, en terminant en Côte d'Ivoire sa tournée dans les pays d'Afrique de l'Ouest, n'a pas été avare de déclarations enflammées envers les habitants. Mais plus concrètement, il y a défendu les intérêts des entreprises françaises pour lesquelles ce pays, malgré une concurrence accrue, reste la principale tête de pont sur le continent.**

Il a ainsi visité l'usine du groupe chocolatier français Cémoi. Celui-ci bénéficie dans le pays d'une situation de quasi-monopole, et y a réalisé 31 % de son chiffre d'affaires, vendant sa production en Côte d'Ivoire mais aussi dans les pays voisins. Cette entreprise est un exemple parmi d'autres de ces trusts français qui ont bâti leurs profits sur l'exploitation féroce des travailleurs des villes et des campagnes. Ces trusts sont les premiers bénéficiaires du taux de croissance estimé à 8,5 % par la Banque mondiale, un chiffre qui n'empêche pas le niveau de vie des travailleurs de reculer d'année en année. Bouygues règne sur le bâtiment et les travaux publics, Bolloré contrôle les ports à conteneurs, les plantations d'hévéas, les chemins de fer. Colas est présent dans les infrastructures routières.

Valls a aussi inauguré l'usine de production d'eau potable d'Adonkoi, dans la périphérie nord d'Abidjan. Il a présenté cette usine, financée par l'Agence française de développement, comme un cadeau fait à la population ivoirienne. Mais ce financement a été accordé dans le cadre d'un « contrat de désendettement et de développement ». En clair, le gouvernement français a accepté d'annuler une partie de la dette ivoirienne à condition que l'argent soit utilisé à construire cette usine. La France ne fait donc de cadeau à la Côte d'Ivoire qu'à condition qu'elle l'investisse dans un secteur où les entreprises françaises sont dominantes. En février dernier, Suez a ainsi décroché trois contrats portant sur la production d'eau potable destinée à Abidjan et à sa périphérie.

Si les déclarations d'amour de Valls sont pour la population ivoirienne, ses preuves d'amour sont pour les capitalistes français.

**Daniel Mescla**

# Industrie pharmaceutique : les « médicamenteurs »

La Chine, qui ne dispose pas d'une industrie du médicament développée, représente un marché énorme, de plus en expansion, pour les géants européens et américains de cette branche. Tout irait donc pour le mieux pour les trusts mondiaux de la pharmacie, si les autorités chinoises n'avaient récemment décidé de réguler la mise sur le marché des médicaments.

Voulant contrôler la qualité des essais cliniques destinés à démontrer l'efficacité et l'innocuité des médicaments pour les patients, les autorités chinoises ont décidé de regarder un peu plus systématiquement que de coutume les dossiers que leur soumettent les firmes occidentales, le plus souvent associées à des firmes locales.

En juillet 2015, Pékin a donc prévenu ces groupes, qui avaient déposé 1 622 demandes d'enregistrement pour leurs spécialités pharmaceutiques, qu'il serait bon qu'ils effectuent eux-mêmes des inspections internes et des vérifications afin de contrôler l'authenticité et la fiabilité des données de leurs propres essais cliniques. 193 produits pharmaceutiques n'en ayant pas besoin au regard de la réglementation chinoise, il restait 1 429 produits à contrôler.

La demande n'avait rien d'exorbitant ni de très contraignant puisque les firmes ayant déposé des dossiers devaient contrôler elles-mêmes s'ils correspondaient à la réalité.

Pourtant, un an après cette demande, sur 1 429 cas concernés, 1 193 demandes d'enregistrement avaient été « spontanément » retirées, soit 83 % du total ! Un aveu de taille : dans cette économie démente régie par la course au profit, une très grande partie des dossiers déposés pour des médicaments proposés par les industriels peuvent, de leur avis même, se révéler frauduleux.

**Hugues Jackson**

# Hongrie octobre-novembre 1956 : la révolution des conseils ouvriers

**En février 1956, le XXe congrès du Parti communiste de l'URSS, au cours duquel son dirigeant Khrouchtchev se livra à une dénonciation des crimes de Staline, provoqua une onde de choc. Elle se répercuta dans les pays de l'Est, placés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale sous le contrôle de la bureaucratie de l'URSS et de son armée. Des manifestations, des grèves, des émeutes éclatèrent en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, en Pologne. En Hongrie, elles débouchèrent en octobre 1956 sur une véritable révolution.**

Comme dans les autres pays qualifiés de « démocraties populaires », l'appareil d'État mis en place sous l'égide de Staline faisait régner sur la population hongroise, et en particulier sur la classe ouvrière, un régime de terreur, grâce à une police politique, l'AVH, qui prenait ses ordres directement à Moscou. Dans les entreprises, tout acte considéré comme nuisible à la bonne marche de la production était considéré comme un sabotage et puni comme tel. La grève était interdite sous peine de prison et ses organisateurs passibles de mort.

Après la mort de Staline en mars 1953 et l'instauration d'une direction collégiale à Moscou, il y eut un flottement à la direction du parti et de l'État hongrois. L'étau de la dictature absolue commença à se desserrer et un courant d'opposition se développa au sein du parti, demandant le retrait des troupes russes et la démocratisation du pouvoir.

## De la révolte à la révolution

Sur proposition du bureau politique de l'URSS, le 13 juin 1953, Mátyás Rákosi, le dictateur placé à la tête de l'État par les autorités russes depuis 1945, fut remplacé à la tête du gouvernement par Imre Nagy. Celui-ci prit une série de mesures de libéralisation, comme le ralentissement de l'industrialisation forcenée ou la suppression des camps d'internement, qui firent de lui au sein du parti le symbole des opposants à la mise sous tutelle du pays par l'URSS. Pour cette raison, en avril 1955, il fut démissionné et remplacé par Rakosi. En février 1956, celui-ci fut remplacé à son tour, mais par un autre fidèle de Moscou, Ernő Gerő.

Les opposants étaient soutenus par la quasi-totalité des intellectuels, qui réclamaient maintenant la liberté d'expression, de presse et d'opinion. Ceux-ci firent du cercle Petöfi leur tribune. Créé à la fin de 1955 par une organisation de jeunesse communiste, ses réunions attirèrent en 1956 de plus en plus de monde.

Le 22 octobre, les Hongrois apprenaient que les jours précédents les ouvriers et les étudiants de Varsovie avaient obtenu le remplacement au pouvoir de Rokossovsky, l'homme de Moscou, par Gomulka, encore en prison deux mois auparavant. La nouvelle suscita l'enthousiasme, montrant qu'il était possible de faire reculer les bureaucrates soviétiques.

L'effervescence gagna les milieux étudiants de la capitale, qui appelèrent pour le 23 octobre à une manifestation de solidarité avec la Pologne. Elle rassembla des dizaines de milliers d'étudiants, rejoints par des dizaines de milliers d'ouvriers criant : *« Imre Nagy au pouvoir ! »*, *« Russes à la porte ! »*, mais aussi *« Grève générale ! »* En réponse à des tirs venant d'éléments de la police secrète, les manifestants commencèrent à s'armer.

Dans la nuit du 23 au 24 octobre, ce qui était en train de devenir une révolution se propagea dans la ville.

En l'espace de quelques heures, l'armée et la police firent cause commune avec les manifestants. Les casernes s'ouvraient, les soldats donnaient leurs armes aux insurgés ou passaient à l'insurrection. Les membres de l'AVH étaient traqués et ceux qui étaient reconnus lynchés par les manifestants.

Le comité central du parti décida alors d'appeler Imre Nagy à former un gouvernement, tout en demandant l'intervention des troupes soviétiques et en décrétant la loi martiale. Dans la nuit du 24 octobre, les premières unités blindées de l'armée russe investirent la capitale.

ARC

Pendant l'insurrection en novembre 1956.

ARC

Le centre de Budapest ravagé.

Les combats entre soldats russes et insurgés allaient faire rage pendant une semaine à Budapest, tandis que l'insurrection gagnait tout le pays. Une partie des soldats soviétiques eux-mêmes commençaient à être gagnés à la cause des insurgés et ne se battaient plus vraiment.

## Le pouvoir des conseils ouvriers

Le gouvernement d'Imre Nagy appela en vain à l'arrêt des affrontements. Un peu partout, des comités révolutionnaires se formaient pour organiser le combat. Les usines étaient arrêtées et les travailleurs y élisaient leurs représentants. Les conseils ouvriers se multipliaient, prenant en main la gestion des usines, organisant des milices ouvrières pour garder l'usine et participer aux combats de rue de leur quartier.

Ces conseils réclamaient tous le droit de grève, la liberté syndicale, la reconnaissance des conseils et le retrait de l'armée russe, principal soutien du régime. Les conseils ouvriers ne mettaient pas en cause la légitimité du gouvernement Nagy, mais n'en représentaient pas moins de fait la possibilité d'un autre pouvoir, d'un pouvoir ouvrier.

Dans la plupart des villes industrielles de province, les conseils ouvriers en arrivèrent très rapidement à se fédérer. Leur autorité s'étendit souvent à toute la région, où ils remplacèrent l'administration en débandade, assurant le fonctionnement des services publics et le ravitaillement.

Le 31 octobre, l'URSS annonça qu'elle acceptait de retirer ses troupes. L'insurrection semblait avoir vaincu. Les conseils d'usine de la capitale décidèrent la fin de la grève et appelèrent à la reprise du travail pour le lundi 5 novembre. Mais ce n'était qu'un recul provisoire des bureaucrates de Moscou, qui n'avaient pas renoncé à écraser la révolution.

Le gouvernement de Nagy ne parvenait pas à canaliser l'insurrection populaire, qui risquait de se transformer en révolution prolétarienne. D'autre part, les forces israéliennes, françaises et britanniques intervenaient au même moment contre l'Égypte de Nasser : c'était, pour les dirigeants russes, l'assurance que les puissances occidentales, occupées dans leur propre sphère d'influence, n'interviendraient pas en Hongrie.

Le dimanche 4 novembre au petit matin, 200 000 soldats de l'armée soviétique, avec 2 000 chars, appuyés par l'aviation, envahirent donc la capitale et les principales villes industrielles. Nagy fut renversé et remplacé par Janos Kadar, revenu de Moscou avec les tanks russes.

La classe ouvrière n'abandonna cependant pas le combat. Les ouvriers se retranchèrent dans les usines et la grève générale reprit le 5 novembre. Conscients que le combat se menait à l'échelle de la classe ouvrière tout entière, les conseils des usines de Budapest se regroupèrent le 14 novembre pour constituer le Conseil central ouvrier de Budapest. Porte-parole unique de la classe ouvrière, face au gouvernement fantoche imposé par les Russes, il constituait de fait le seul pouvoir effectif, reconnu par toute la classe ouvrière et même par la quasi-totalité de la population.

Vers le 15 novembre, la révolution était militairement vaincue. On comptait plusieurs dizaines de milliers de victimes. Mais la classe ouvrière résistait encore.

Le gouvernement de Kadar, appuyé par Moscou, attendit encore plusieurs semaines pour oser interdire les conseils ouvriers, dont les membres furent traqués et arrêtés.

La production ne reprit complètement que vers le début de février 1957. Quelques maquis survécurent encore. Mais la révolution était cette fois bien écrasée par les chars de la bureaucratie qui avait usurpé une autre révolution, celle d'octobre 1917 en Russie.

Malgré les critiques de Khrouchtchev sur la dictature de Staline, malgré les prétentions de certains bureaucrates à restaurer un « socialisme à visage humain », la bureaucratie russe montrait qu'elle craignait plus que tout une révolution ouvrière et n'hésitait pas à l'écraser dans le sang.

**Jean-Jacques Lamy**

# 8 novembre : le personnel soignant manifeste

**Le 8 novembre, à Paris, les syndicats de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (APHP), d'une part, les associations professionnelles nationales, d'autre part, avaient donné rendez-vous le matin à Montparnasse, dans le cadre de leur appel national, pour manifester jusqu'au ministère de la Santé. Le cortège a rassemblé sous les banderoles syndicales environ 800 personnes des hôpitaux parisiens, suivies de plus de 2 000 jeunes, étudiants et nouveaux diplômés, principalement infirmiers.**

En chemin et devant le ministère, les jeunes criaient à pleins poumons leur rejet des mauvaises conditions d'étude et de travail. *« Des sous pour la Sécu, pas pour le capital ! »* : le slogan syndical illustrait le motif de la manifestation, alors que débute le débat parlementaire sur le financement de la Sécurité sociale pour 2017, avec ses milliards d'économies annoncées.

Du côté des associations infirmières comme la CNI (Coordination nationale infirmière), la FNI (Fédération nationale infirmière) et la FNESI (Fédération nationale des étudiants en soins infirmiers), il y avait la mise en avant des spécificités catégorielles : *« Si t'es fier d'être infirmier, tape dans tes mains »*, faisaient reprendre en chœur les organisateurs. De fait, diverses catégories spécialisées étaient visibles, équipes de bloc opératoire venues en nombre, comme celle de l'hôpital Bicêtre, infirmières puéricultrices, et même infirmières libérales portant des masques noirs.

Cependant, les discussions comme les slogans les plus repris convergeaient pour exprimer le ras-le-bol de tous ces soignants contre leurs conditions de travail, pour dire non et se faire respecter : *« Formation précaire, étudiants en colère »*, *« Soigne et tais-toi, j'ai pas signé pour ça ! »*

Certains affichaient le manque d'effectifs en chiffres sur leurs pancartes. Comment s'occuper à deux de 38 patients âgés, dont 20 à faire manger, s'indignaient des aides-soignantes de l'hôpital Georges-Clemenceau de Champcueil dans l'Essonne, enchaîner 9 toilettes de 10 minutes, pour un salaire net de 1 850 euros au bout de 34 ans d'ancienneté… en se voyant supprimer une prime de 46 euros, en subissant les changements d'horaires du plan Hirsch qui désorganisent la vie de famille, surtout pour les plus jeunes, qui ont des enfants en bas âge ?

Pour les étudiants, c'est la déception face à des études incohérentes, des cours en faculté peu sérieux, tandis qu'en stage ils font souvent le bouche-trou dans les services, faute d'effectifs pour les encadrer. Certains s'endettent pour vivre, car les indemnités de stage et même les bourses sont maigres. Ils ne se sentent pas assez formés pour faire face au milieu hospitalier et, au bout, le risque de chômage n'est même pas écarté.

La découverte du monde du travail paraît rude à ceux qui pensaient que la santé était un domaine protégé. Un jeune aide-soignant dans une clinique psychiatrique privée de Bourgogne est venu manifester sur son jour de repos : il a choisi son métier, mais n'admet pas que, pour 48 patients, il n'y ait que deux infirmiers et deux aides-soignants, sachant qu'ils peuvent en plus être appelés en renfort dans le service voisin. Cela pour 1 120 euros net, au profit des actionnaires de la Générale de santé.

Des militants syndicaux de l'hôpital psychiatrique de Ville-Évrard, en région parisienne, sont venus montrer qu'ils tiennent bon : ils ont réussi à échapper pour l'instant à un groupement hospitalier de territoire (GHT) et résistent à la politique d'économies de leur direction. Pour eux, passer plus de temps devant un ordinateur à valider des protocoles concoctés par des cadres, aux dépens de la présence directe avec les patients, c'est un non-sens.

Participant ce 8 novembre à leur première journée de grève et de manifestation, certains jeunes demandaient quelle serait la suite. Ils voyaient bien que les délégations reçues par des sous-fifres redescendaient les mains vides. Et en effet cette mobilisation devra être renouvelée et élargie.

**Correspondant LO**

La manifestation parisienne.

## Limoges

Mardi 8 novembre, les grévistes des deux hôpitaux publics de Limoges, le CHU et le centre hospitalier Esquirol (psychiatrique), se sont rassemblés devant l'entrée du CHU. Avec des retraités de la santé et des usagers solidaires, ils ont ensuite manifesté à plusieurs centaines dans l'enceinte de l'hôpital et ont envahi le bâtiment des bureaux directoriaux, aux cris de : *« Ils ne pensent qu'aux sous, on ne pense qu'aux soins, embauchez ! »*

Des assemblées du personnel étaient prévues dans les jours qui viennent dans les deux hôpitaux.

Les salariés de la polyclinique de Limoges (clinique privée) ont eux aussi débrayé pendant deux heures, et un piquet d'une vingtaine de grévistes a distribué à l'entrée un tract dénonçant leurs conditions de travail. Une initiative extrêmement bien accueillie par les patients de la clinique.

**Correspondant LO**

## Dijon

Le 8 novembre 250 personnes se sont rassemblées devant l'Agence régionale de santé (ARS), ce qui est beaucoup.

Des infirmières du CHU, de réanimation, des Urgences, mais aussi de pédiatrie ou de médecine, des infirmières spécialisées, anesthésistes ou de bloc opératoire, ainsi que des cadres infirmiers étaient là. Quelques infirmières libérales étaient également présentes, ainsi que des infirmières d'autres centres hospitaliers du département, venues revendiquer *« l'arrêt des suppressions de postes »*, *« la reconnaissance de la pénibilité du travail des soignants »*, ou encore *« l'abandon du plan d'économies de 3,5 milliards sur les hôpitaux »*.

*« Soignants épuisés = patients en danger »*, ou *« Infirmières en colère, y'en a marre de la galère »*, ou encore *« Hôpital déshumanisé danger »* : les slogans sur les banderoles ou sur des pancartes exprimaient clairement le sentiment des manifestants.

**Correspondant LO**

# Hôpital d'Argentan : une mobilisation réussie

300 personnes, personnel de l'hôpital, étudiants, formateurs et habitants d'Argentan, dans l'Orne et des environs se sont rassemblés vendredi 4 novembre devant l'hôpital pour protester contre la menace de fermeture de l'institut de formation d'aides-soignants (Ifas).

Cette politique de fermeture est décidée à la fois par le ministère de la Santé au travers de son agence régionale (ARS) et par le conseil régional de Normandie dirigé par l'ancien ministre de Sarkozy Hervé Morin. Politiciens de droite et de gauche se donnent la main pour s'attaquer ensemble aux intérêts des salariés et de la population.

À l'échelle de la Normandie, neuf fermetures de centres de formation sont programmées. Dans l'Orne, les Ifas d'Argentan et de Flers sont sur la sellette. On parle de « reconfigurer l'offre », alors que les besoins de la population sont importants et insatisfaits.

Avec cette même logique de réduction des effectifs et d'économies budgétaires, l'ARS a décidé la fermeture de l'Ehpad (établissement d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes) d'Occagnes, un village de 700 habitants situé à 5 kilomètres d'Argentan. Quinze aides-soignantes sont menacées de perdre leur poste.

Suite à la manifestation d'Argentan, l'ARS et la région ont reporté leur décision au 1er décembre. C'est dire que la protestation doit s'étendre et s'amplifier. Il faut obliger les tailleurs de budgets des services publics à reculer.

**Correspondant LO**

# La Réunion : rien à attendre de la visite ministérielle !

En visite à La Réunion lundi 7 novembre, la ministre de la Fonction publique Annick Girardin a voulu connaître le quotidien du personnel des urgences de l'hôpital Gabriel-Martin de Saint-Paul.

Le personnel lui a fait une piqûre de rappel sur le besoin d'augmenter les effectifs d'infirmiers et d'aides-soignants, pour avoir des binômes adaptés à la fréquentation et pour pourvoir travailler dans des conditions de sécurité et de qualité des soins.

Piquée au vif, la ministre a rétorqué qu'elle n'était pas ministre de la Santé et que l'heure est à l'économie budgétaire et à la compression de la masse salariale.

Girardin n'est pas Touraine, mais leur langage se ressemble.

**Correspondant LO**

# Renault : de compétitivité en hypercompétitivité

**Installé sur ses 48 % de bénéfices supplémentaires de l'an dernier, le PDG de Renault est parti en campagne pour obtenir des syndicats la signature d'un nouvel accord portant sur les trois prochaines années. Augmentation du temps de travail sans augmentation des salaires, flexibilité accrue des horaires, intensification du travail, telles sont les lignes directrices du projet de Ghosn.**

L'inquiétude des travailleurs devant l'information distillée au compte-gouttes s'est déjà traduite par des débrayages dans différents sites. Signé en mars 2013 par plusieurs syndicats, dont la CFDT, le précédent accord triennal de compétitivité avait débouché sur un plan de 8 200 suppressions d'emplois en trois ans, la perte, pour les salariés de l'usine de Flins par exemple, de 18 jours de RTT et la détermination d'une durée annuelle du travail de 1 603 heures pour les salariés qui ne sont pas au forfait. À présent, la direction de Renault prépare un nouveau plan, qu'elle annonce bribe par bribe au fil des réunions avec les directions syndicales, et qu'elle compte faire signer mi-décembre. Lors de chaque séance de négociations, selon le terme de la direction, les travailleurs sont confusément informés de l'angle d'attaque prévu. Jusqu'à présent, ils peuvent constater que l'air connu « travailler plus pour gagner moins » est à l'ordre du jour.

Avant les discussions officielles, l'objectif était fixé : arriver à 90 véhicules par salarié et par an. Or, à Flins par exemple, la production serait, selon la direction, de 65 par salarié. Dès la deuxième réunion, les départs anticipés étaient conditionnés à quinze ans de travail en équipe ou à 10 % d'invalidité. Certains travailleurs ont immédiatement traduit cela en années supplémentaires à l'atelier ou au bureau d'études ! Travailler jusqu'à 24 samedis obligatoires par an, déborder son équipe de une heure et demie, éventuellement faire les deux dans la même semaine, voilà qui pourrait conduire à des semaines de 42 voire 48 heures. Les heures supplémentaires ne seraient plus payées avec 25 ou 50 % de majoration, puisque le calcul du temps de travail serait fait à l'année, des périodes dites basses compensant les périodes dites hautes. Ainsi, non seulement le patron s'arrogerait le droit de bouleverser la vie des travailleurs selon son bon vouloir, mais il leur volerait les majorations qui viennent souvent compenser les salaires insuffisants. Les samedis et débordements, accumulés mais non payés, seraient épongés en jours de chômage à des périodes creuses où la direction n'aurait plus besoin de payer du chômage partiel, le tout inscrit dans l'horaire annuel de 1 603 heures.

Les 9 000 travailleurs intérimaires, les plus mal payés et les plus exploités, seraient concernés eux aussi par cette flexibilité horaire et ce rabotage des salaires, car ils ne toucheraient d'éventuelles majorations qu'à la fin de leur mission. Rares sont ceux qui se font des illusions quant aux annonces du PDG Ghosn, qui prétend résorber la précarité sans embaucher à hauteur de la production qu'il veut obtenir. En effet Ghosn s'engagerait, au conditionnel, à recruter 3 000 CDI sur trois ans (dont une forte proportion d'ingénieurs) alors que près de 10 000 emplois ont été supprimés. Qui va alors fabriquer les voitures, si ce n'est les ouvriers intérimaires ?

Les organisations syndicales ont participé à ces discussions, en semblant attendre on ne sait quelle proposition positive de la direction. Après la quatrième séance de négociations, la coordination CGT Renault a finalement appelé à débrayer. Dans plusieurs usines, ces débrayages ont mobilisé quelques centaines de travailleurs. À Flins par exemple, le 27 octobre, environ 300 d'entre eux ont arrêté le travail, dont des intérimaires.

La cinquième séance, le 4 novembre, n'a rien changé au plan de la direction. Les travailleurs n'attendent rien de bon de ce nouveau plan et se souviennent qu'en 2013 Renault avait d'abord projeté d'imposer la mobilité obligatoire sur plusieurs usines, avant de devoir reculer devant leur mobilisation.

**Correspondant LO**

WITT/SIPA

## Renault 007

En 2011, trois cadres de Renault, accusés d'espionnage industriel, avaient été licenciés sans preuves, puis innocentés et indemnisés. Le numéro 2 de l'entreprise avait dû démissionner. Une véritable affaire d'État !

L'enquête a donc suivi son cours, confiée aux bons soins de la Direction du renseignement intérieur, rien que cela ! Il fallait savoir qui avait eu l'audace de transmettre des informations ultraconfidentielles sur des équipements de voitures électriques, des choses qui, de toute façon, ressemblent assez vite à des secrets de polichinelle.

Eh bien, il semble que le fait lui-même ait été inventé. Deux enquêteurs du groupe Renault, un ancien militaire et un ancien policier, auraient tout imaginé : une fausse source, un faux espionnage et des fausses factures, pour environ 320 000 euros. Comme quoi Renault peut parfois payer.

**S. M.**

# Toray – région lyonnaise : première réaction, premier avertissement

**Après trois semaines de débrayages contre un plan d'économies qui prévoit des licenciements et une réorganisation des services, les travailleurs postés de l'usine de production de film alimentaire Toray de Saint-Maurice de Beynost, en banlieue lyonnaise, ont décidé de suspendre leur mouvement. Ils se préparent à mener une bataille de longue haleine qui connaîtra d'autres étapes.**

En annonçant début octobre, au moment des négociations annuelles sur les salaires, un projet de 45 suppressions d'emplois, dont huit immédiates, la direction espérait faire coup double. Elle comptait instaurer un climat de crainte pour faire baisser la tête aux travailleurs et éviter les débrayages qui, depuis plusieurs années, permettent d'arracher une augmentation générale des salaires un peu plus élevée que les propositions patronales. Son annonce a déclenché au contraire la colère des ouvriers postés qui, pendant plus de trois semaines, ont débrayé tous les jours, pour des durées de deux à quatre heures.

Même s'ils n'ont rien obtenu de plus sur les salaires – l'augmentation annuelle restera à 24 euros minimum – et n'ont pas fait ravaler son plan à la direction, la centaine d'ouvriers qui ont participé aux débrayages ne regrettent pas de l'avoir fait. Contrairement à d'autres grèves, la direction n'a pas réussi à faire revenir des ouvriers en repos pour tenir le poste des grévistes et seuls les chefs s'y sont mis. Même s'ils se sont assis sur toutes les consignes qu'ils imposent à longueur d'année, sur la qualité ou la sécurité, ils en ont bavé, obligés de revenir en pleine nuit ou pendant les congés de la Toussaint !

Ces débrayages ont resserré les liens entre les travailleurs des différentes équipes, qui d'habitude ne se croisent pas. Ils ont permis de nombreuses discussions lors des assemblées régulières, lors des barbecues qui semblaient indisposer la direction au point qu'elle mandatait chaque fois un huissier à plusieurs centaines d'euros, ou dans le local de la CGT transformé en permanence de la grève. Les grévistes ont fait le lien entre la loi travail et les plans de compétitivité qui touchent la plupart des grands groupes très profitables, comme Toray.

Ils ont aussi appris à éviter les manœuvres. Profitant du reflux du mouvement, le patron a tenté un petit chantage. Il concédait quelques miettes à condition que la CGT donne officiellement son avis au comité d'entreprise sur le plan de licenciements, ce qu'elle refuse, pour ne pas faciliter la procédure. En demandant cet avis, la direction cherchait à impliquer la CGT dans son plan. Après de nombreuses discussions, la réponse des syndiqués comme celle des grévistes a été claire : pas de compromission. Rendez-vous a été pris fin novembre pour une nouvelle assemblée, car la lutte contre l'ensemble du plan ne fait que commencer.

**Correspondant LO**

# Bâtiment – Paris : grève victorieuse d'ouvriers sans papiers

**Après deux mois de grève, les 25 ouvriers du chantier de l'avenue de Breteuil à Paris, dans le chic 7e arrondissement, ont repris le travail le 7 novembre en ayant obtenu un contrat de travail en bonne et due forme avec leur véritable employeur.**

MARYLINE POULAIN

Ces ouvriers, tous des immigrés sans papiers, comme beaucoup dans le bâtiment, avaient commencé leur grève suite à l'accident grave dont l'un d'entre eux avait été victime sur le chantier, début septembre. Le patron de MT Bat immeubles, le sous-traitant qui les employait, avait refusé d'appeler les secours pour qu'il soit transporté à l'hôpital et avait ordonné aux autres ouvriers de ne pas revenir sur le chantier au lendemain de l'accident. Il craignait d'attirer l'attention sur le fait qu'il employait des ouvriers sans papiers, mais aussi sans contrat de travail ni fiches de paie valables.

Ces travailleurs en grève exigeaient de véritables contrats de travail et des papiers en règle, et proclamaient sur leur banderole : *« Nous sommes des travailleurs de France. Traite des humains, travail dissimulé, exploitation… Ça suffit ! »* Avec l'aide de la CGT, ils ont pu tenir, bien que la justice, saisie par le propriétaire de l'immeuble en rénovation, Covéa immobilier, une filiale des sociétés d'assurances mutuelles GMF, MAAF et MMA, ait ordonné leur expulsion du chantier qu'ils occupaient.

Deux mois plus tard, voulant reprendre les travaux sur le chantier, Covéa immobilier et Capron, son maître d'œuvre, ont dû reconnaître que ces 25 ouvriers travaillaient bien pour eux et que le sous-traitant n'était que leur intermédiaire. Capron a accepté d'en embaucher dix en CDI, ceux qui avaient le plus d'ancienneté, et quinze en CDD, ainsi que de respecter la réglementation en matière de sécurité. Quant à la préfecture, elle s'est engagée à donner le feu vert en vue de leur régularisation.

Cette issue, ces ouvriers du bâtiment ne la doivent qu'à leur combativité et à leur ténacité.

**Lucien Détroit**

# Militant en procès : les patrons du bâtiment à l'attaque

Un responsable de la CGT risque un an de prison avec sursis et une amende de 4 000 euros, dont la moitié avec sursis, pour des jets de peinture au siège de la Fédération française du bâtiment.

L'affaire remonte au 20 janvier 2014. Lors d'une manifestation pour la prise en compte de la pénibilité et la retraite à 55 ans, le siège patronal avait été occupé pendant une matinée. Des tracts, des confettis et de la peinture avaient été lancés. Il n'en fallait pas plus aux patrons pour parler de « locaux dévastés » et porter plainte pour dégradations en réunion contre l'organisateur de la manifestation. Le procureur les a suivis, avec ces réquisitions totalement disproportionnées. Il a réclamé également que l'accusé, responsable de la CGT du secteur, n'ait pas le droit de se rendre aux abords du siège patronal pendant trois ans.

C'est dans le bâtiment que l'on trouve des conditions de travail parmi les plus dures et des patrons qui ne s'embarrassent pas de la législation du travail, qu'il s'agisse de la sécurité ou de l'emploi. Comme l'a déclaré le porte-parole de la CGT : *« Qu'est-ce qu'un peu de peinture par rapport à l'hécatombe qu'on vit dans les métiers de la construction, avec un mort par jour travaillé ? »*

Le délibéré est fixé au 16 décembre. Ce procès, comme d'autres qui se sont multipliés récemment, vise à tenter de dissuader toute protestation collective. Mais les militants et les travailleurs qui se sont mobilisés pour protester lors de la première audience ne semblent pas prêts à se laisser intimider.

**Sylvie Maréchal**

# CNAF – Paris 14e : une réorganisation qui ne passe pas

**La Caisse nationale d'allocations familiales coordonne nationalement le réseau des caisses locales (CAF). La Direction des statistiques, études et de la recherche (DSER) compte une cinquantaine de salariés, principalement statisticiens et sociologues.**

Mi-septembre, le directeur de ce service annonçait soudain un projet de réorganisation. S'il ne touchait pas aux effectifs, son objectif était de faire travailler plus à moyens constants. Un des aspects était de transformer un poste de sociologue en poste de chef, et donc de répartir la charge de travail sur les autres, ce que les salariés refusèrent unanimement.

Début octobre, une demi-douzaine de salariés ont abordé le directeur dans un couloir en lui faisant part de ce refus. Le directeur a répondu qu'il accepterait d'en tenir compte si la demande venait de l'ensemble des salariés. Mal lui en a pris, car une pétition a été lancée dans la foulée et a été signée par la grande majorité du service !

Une deuxième pétition a été faite la semaine suivante, suite à des réunions avec une société d'audit (privée bien sûr et grassement payée). Les salariés voulaient s'assurer que leur opinion ne serait pas déformée, et que leur opposition à de nombreux points de la réorganisation serait bien prise en compte. Le directeur a organisé une nouvelle réunion pour dire que le nouveau poste de chef ne serait pas créé, tout en s'étonnant de ces pétitions à répétition.

Pour l'instant, le projet est repoussé de quelques mois. Du côté des salariés, un mode d'action a été mis en place, prêt à se réactiver si besoin. L'an prochain, le gouvernement qui sera en place, quelle que soit sa couleur, pourrait aller encore plus avant dans la réduction des moyens. Il faudra rester mobilisé pour se défendre.

**Correspondant LO**

# Laval : le mouvement des agents territoriaux se poursuit

**Depuis la fin du mois de septembre, les agents territoriaux de Laval ont entamé un bras de fer avec les élus de la ville et de l'agglomération, qui voudraient renégocier leur temps de travail en leur supprimant près de deux semaines de congés. Après des pique-niques devant la mairie et une journée de grève très suivie, les nouvelles actions ont été réussies.**

Les 3 et 4 novembre devaient se tenir les comités techniques de la ville et de l'agglomération, dans lesquels le projet de réaménagement du temps de travail était à l'ordre du jour. Ces instances paritaires devaient se prononcer sur le projet, leur avis n'étant que consultatif mais tout de même obligatoire pour qu'il puisse être mis en application.

Les syndicats ont donc proposé aux agents d'envahir les salles afin d'empêcher ces instances de siéger. Jeudi 3, plus de 300 agents se sont entassés dans la salle du conseil municipal, dans un joyeux tintamarre de sifflets, de slogans, de casseroles ou de trompes. Les élus ont bien essayé de se faire entendre, mais en vain. Une heure plus tard, ils levaient le camp sous les hourras des agents. Même scénario le lendemain matin dans les locaux de l'agglomération. Les deux comités techniques ne s'étant pas réunis, le projet doit attendre avant sa mise en place.

Le soir du 3 novembre, les agents se sont retrouvés devant la mairie, en famille pour la plupart. Ils étaient une bonne centaine et ont distribué des tracts à la population afin de les aviser des raisons de leur grève. Dimanche 6 novembre à midi, ils ont accueilli les aînés qui venaient partager le repas annuel offert par la municipalité, en leur expliquant les raisons de leur colère. L'accueil a été plutôt sympathique. Les semaines qui viennent pourraient bien réserver d'autres surprises aux élus.

**Correspondant LO**

# Air France : nouvelle direction, nouvelles attaques

***« Reprendre l'offensive »*, a expliqué le 3 novembre le nouveau PDG d'Air France-KLM, Janaillac, en présentant son projet pour la compagnie baptisé Trust Together. En fait, il s'agit de reprendre l'offensive contre les travailleurs d'Air France.**

Le PDG d'Air France-KLM explique ainsi vouloir créer une nouvelle compagnie aérienne pour les long-courriers, qu'il baptise pour l'instant projet Boost. Ce projet permettrait d'ouvrir de nouvelles lignes ou de rouvrir des lignes fermées, avec pour les pilotes l'utilisation de volontaires à des conditions particulières, non Air France, et pour le personnel navigant commercial une filière de recrutement spécifique, là aussi on s'en doute à des conditions inférieures à celles d'Air France.

## Compagnies et personnel low cost

Après la création de Transavia, pour les lignes moyen-courriers, et celle de Hop ! pour les destinations intérieures, des compagnies qui fonctionnent déjà avec un personnel qui a un statut inférieur à celui d'Air France, Boost permettrait d'étendre cela aux lignes long-courriers, avec pour le personnel sans doute plus de rotations et des rémunérations en baisse, voire peut-être en embarquant sur le même vol et pour le même travail du personnel Air France et du personnel low cost. Nul doute que ce projet servira à faire encore pression sur les PNC (personnels navigants commerciaux) au statut Air France et à les culpabiliser sur leurs « avantages » actuels, en fait déjà bien diminués par les plans d'économies successifs de ces dernières années.

Pour l'activité cargo, la direction compte remplir les soutes des avions passagers long et moyen-courriers de marchandises de fret. En effet, depuis que les passagers paient un supplément pour pratiquement tous les bagages, ils en mettent moins en soute et celles-ci offrent plus de capacité libre. Aujourd'hui, il ne reste que deux avions cargos, et les effectifs de ce service ont fondu comme neige au soleil, et vont encore diminuer.

Pour le personnel au sol en escale, le projet prévoit également de revoir les conditions de travail à la baisse, avec, dit la direction, la *« redéfinition d'un modèle opérationnel »*, *« pour concilier l'évolution des métiers »*. Avec, entre autres, l'étiquetage des bagages par les passagers à des bornes automatiques, le personnel présent aux comptoirs d'enregistrement a déjà considérablement diminué et on devine ce qui se profile : il y aura encore moins de personnel pour accueillir les passagers, encore plus de procédures à faire soi-même sur Internet, et des files d'attente interminables pour ceux ayant quelque chose à demander. Cela voudra dire des conditions de travail, des horaires, des situations encore plus dégradés pour le personnel au sol.

## Filialisation et suppressions d'emplois

En ce qui concerne la maintenance, c'est-à-dire les activités industrielles d'entretien des avions, qui concernent à l'heure actuelle près de 8 000 personnes à Air France, c'est une filialisation qui est envisagée. La direction déclare que l'exemple de Lufthansa Technics, filiale de Lufthansa (qui a déjà décidé de supprimer 700 postes sur 2 000 à l'entretien moteurs), est pour elle une piste intéressante. La direction promet la conservation du « contrat social » actuel, sans plus de précisions, ce qui inquiète tout le monde dans les ateliers d'Air France.

Le PDG d'Air France-KLM le dit ouvertement : il s'agit, globalement, de *« l'amélioration de productivité et de maîtrise des évolutions salariales »*, car selon lui la compétitivité reste insuffisante, même après les derniers plans qui ont entraîné la suppression de 13 500 emplois de 2009 à 2016. Ils ont abouti à une réduction des salaires, qui sont désormais bloqués et dont la progression avec l'ancienneté a été diminuée, à la suppression de jours de congés, ainsi qu'à une aggravation des conditions de travail, du fait de l'absence d'embauches alors que le trafic aérien ne cesse d'augmenter.

C'est bien cela qui, avec la menace de 2 900 suppressions de postes avec des licenciements secs, avait amené l'explosion de colère de l'ensemble du personnel, toutes catégories confondues, en octobre 2015, et l'épisode de la chemise arrachée. Mais, pour la direction, cela ne suffit pas et elle en veut encore plus. La direction ne s'en souvient-elle pas ?

**Correspondant LO**

# QUI SOMMES-NOUS ?

## Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste**

**L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.**

**Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.**

**Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.**

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal novembre 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 – Télécopie : 01 48 10 86 26

## Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante : **Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

*L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.*

## Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à ☐ Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris

à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | *Lutte ouvrière* | | *Lutte de classe* |
|---|---|---|---|
| Destination | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 20 € | 40 € | 15 € |
| Outre-mer avion | 28 € | 56 € | 17 € |
| Europe | 38 € | 76 € | 20 € |
| Reste du monde | 46 € | 91 € | 24 € |
| *Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.* | | | |

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

**Vidéos**

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Pour les malvoyants**

www.lutte-ouvriere-audio.org

# Campagne de Lutte ouvrière : pour que les travailleurs expriment leurs intérêts

Le défilé des candidats potentiels à la prochaine élection présidentielle continue. Après le mauvais casting des postulants de droite, entraînés dans la surenchère réactionnaire pour séduire leur camp, le mardi 8 novembre les partisans de Macron, « l'ami des patrons », faisaient savoir que celui-ci annoncerait début décembre sa candidature. Et le même jour à La Rochelle, Hollande et Mélenchon se croisaient aux « assises de l'économie de la mer ».

Au « million de femmes et d'hommes » directement concernés par les activités qui s'y rapportent, Hollande a parlé d'accroître l'activité des ports, de la pêche, des chantiers de l'Atlantique promettant *« d'accompagner leur développement et leur actionnariat »*. Cependant Mélenchon critiquait *« l'absence de conscience de l'intérêt national »* de Hollande, dont le plus grand crime serait *« d'avoir donné son feu vert à la vente d'Adwen, la filiale d'Areva dans l'éolien offshore, à l'allemand Siemens et l'espagnol Gamesa. Deux fleurons technologiques français… »*. Mais où sont dans l'affaire les intérêts des travailleurs, de ceux qui par leur travail assurent la richesse de leurs patrons respectifs, qu'ils soient français, coréens, allemands ou espagnols ?

Cet épisode de La Rochelle est révélateur du terrain sur lequel se placent les candidats des partis institutionnels, de l'extrême droite à ceux qui se disent à la gauche de la gauche : ils concourent à être les meilleurs représentants de « l'industrie française », accréditant l'idée que les travailleurs pourraient avoir les mêmes intérêts que les patrons, tous embarqués dans la même « économie nationale ».

Non, les exploités, salariés, chômeurs, jeunes ou retraités n'ont jamais rien eu à attendre de la bonne fortune des patrons et des actionnaires. La défense de « l'intérêt national », « de la France », toutes classes confondues ne peut être que la défense des plus riches. Dans la crise, dans la compétition que se livrent les grands groupes capitalistes, les profits se construisent et se garantissent d'abord sur la peau de leurs travailleurs respectifs et sur le pillage des fonds publics, que la population paye par tous les bouts. Les travailleurs ne peuvent mettre le holà

à cette spirale infernale qu'en prenant conscience de leurs intérêts propres, à l'opposé de ceux de leurs exploiteurs, et en menant le combat pour leur faire payer la garantie de la vie du monde du travail.

Dans les élections qui viennent, il faut que se fasse entendre une autre voix, exprimant les intérêts de celles et de ceux qui sont à la base de la création de toutes les richesses, la classe des travailleurs. C'est le sens et le but de la candidature de Nathalie Arthaud, au nom de Lutte ouvrière : faire entendre le camp des travailleurs.

Chaque voix qui se portera sur cette candidature affirmera qu'il existe des femmes et des hommes qui n'ont pas renoncé à la défense des intérêts de leur classe, qui sont fiers d'être des travailleurs conscients. Elle exprimera l'idée que la force collective de la classe ouvrière est la seule à pouvoir s'opposer à la guerre que lui mènent les capitalistes et aux reculs que leur domination sur l'économie impose à toute la société.

**Paul Sorel**

# Sur le blog de Nathalie Arthaud : les réflexes humanistes et ceux qui jouent sur les peurs

**À la rencontre des équipes militantes de différentes régions, Nathalie Arthaud a pu aborder avec elles de nombreux sujets liés à la campagne de Lutte ouvrière et à l'actualité politique. Partout on entend parler des désormais célèbres centres d'accueil et d'orientation pour les migrants, comme dans ce témoignage d'un camarade sur ce qui s'est passé dans son village.**

En juillet dernier, à Saint-Honoré-les-Bains dans la Nièvre, le propriétaire d'un hôtel a proposé de mettre à disposition des migrants son deuxième hôtel actuellement fermé. Avec l'aide d'une association, il a contacté la préfecture et elle semblait partante. Dans un premier temps, le maire n'avait rien contre. Mais c'était sans compter ceux qui veulent exciter les peurs irrationnelles et les préjugés racistes.

À l'initiative d'un pharmacien de la ville, une pétition contre la venue des migrants a été lancée. Ses organisateurs, aidés par le FN et la droite, ont ratissé large, bien loin du village, recueillant 900 signatures… alors qu'il n'y a que 600 habitants à Saint-Honoré-les-Bains ! Ils ont organisé des rassemblements et ont essayé d'intimider l'hôtelier humaniste.

Contre cette agitation raciste, il y a eu une réaction de soutien aux migrants et à l'hôtelier, plusieurs personnes relevant qu'il y avait déjà un centre d'accueil des migrants à trente kilomètres sans que personne n'en parle car tout se passe bien. Mais la mairie et la préfecture ont cependant choisi de céder devant les réactionnaires et ont renoncé à utiliser l'accueil proposé par cet hôtelier.

À Calais, à Paris ou dans de multiples endroits du pays, comme ce petit village de la Nièvre, il y a eu à chaque fois des réactions spontanées de solidarité envers les migrants. Ces réactions peu médiatisées font chaud au cœur car elles tranchent avec l'attitude de ceux qui cherchent au contraire à exciter les réactions de peur et de rejet. Le gouvernement, lui, n'a rien fait pour organiser dignement l'accueil des migrants, et sous la pression de la droite et de l'extrême droite, il cède aux plus réactionnaires.

Heureusement qu'il y a dans la population des femmes et des hommes qui, eux, ne se laissent pas intimider par tous les délires racistes et qui prouvent que la fraternité et la solidarité sont toujours bien présentes.

**2 novembre 2016**

**Suivez le blog de Nathalie Arthaud : http://www.nathalie-arthaud.info**

## Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

**Annecy**
**Mercredi 16 novembre à 18 heures**
**Salle Yvette-Martinet**
**15, avenue des Îles**

**Chartres**
**Jeudi 17 novembre à 20 heures**
**Espace Jean-Moulin**
**22, rue Jean-Moulin**
**à Champhol**

**Saint-Étienne**
**Mardi 22 novembre à 19 heures**
**Maison du combattant et des associations**
**4, rue André-Malraux**

# COP 22 : entre hypocrisie et gros sous

**Ségolène Royal a inauguré, en compagnie du ministre marocain des Affaires étrangères, la 22e conférence des Nations unies sur le climat qui se déroule à Marrakech du 7 au 18 novembre.**

Attendu au Maroc le 15 novembre, Hollande s'est félicité de la rapidité avec laquelle l'accord de Paris, fruit de la précédente COP 21, a été ratifié.

Cet accord, qui prévoit de réduire les émissions humaines de dioxyde de carbone ou de méthane pour limiter le réchauffement climatique à moins de 2°C d'ici 2100, a certes été ratifié par plus de cent États, y compris les États-Unis, l'Union européenne ou la Chine, qui émettent beaucoup de gaz à effet de serre. Il aura fallu moins d'un an pour valider ce texte contre sept ans pour le protocole de Kyoto, rédigé en 1997.

Mais qu'est-ce que cela va changer pour le climat et surtout pour les habitants de la planète qui subissent de plein fouet les conséquences du réchauffement, la montée du niveau des océans, l'intensification des pluies ou au contraire la sécheresse et la désertification ? Rien ou presque.

Pas plus que les précédents, l'accord de Paris n'est coercitif. Si les États signataires s'engagent à promouvoir les énergies renouvelables et à réduire les émissions de carbone, ce sont les groupes privés, dans l'énergie, l'industrie, le transport, qui contrôlent tous les moyens de production. Et ceux-là n'agissent que pour le profit. La lutte contre le réchauffement climatique étant désormais un véritable marché, avec des subventions à la clé et des innovations à vendre, ces grands groupes peuvent même tirer profit de tels accords.

L'accord de Paris chiffrait à 100 milliards de dollars par an la somme nécessaire pour financer les mesures de transition énergétique à partir de 2020. Celui de Marrakech doit discuter du financement. Qui va payer ? Les industriels pollueurs qui accumulent des milliards ou bien les consommateurs et la population frappés par de nouvelles taxes ou impôts ? Qui va bénéficier des subventions ? Les pays les plus pauvres victimes du réchauffement climatique ou les mêmes industriels déjà gavés d'aides de toutes sortes ? Poser la question, c'est y répondre.

Ségolène Royal a déclaré à Marrakech : *« Sur près de 50 pays meurtris par les effets climatiques, 36 se situent en Afrique subsaharienne (…) »* et de s'exclamer : *« Je demande de la justice climatique et en particulier pour l'Afrique »*. Le constat est lucide et les mots sont forts. Mais Royal est d'une hypocrisie sans limite.

Car les capitalistes français comme Bolloré, Total, Bouygues, Areva, soutenus par tous les moyens, y compris par les armes, par le gouvernement auquel elle appartient, sont directement responsables du sous-développement de l'Afrique.

On ne résoudra pas la question du climat sans remettre en cause la dictature des capitalistes sur toute l'économie et celle des grandes puissances sur la planète.

**Xavier Lachau**

Lutte ouvrière ■ Directeur de publication : Michel Rodinson ■ Commission paritaire n° 1019 C 85576